



# Bulletin Economique Chine

## Sommaire

### ARTICLES

|   |    |
|---|----|
| LES RELATIONS ECONOMIQUES ENTRE LA CHINE ET L'UNION EUROPEENNE.....                             | 2  |
| LES AMBITIONS CHINOISES DANS LE SECTEUR AGRICOLE.....   | 6  |
| LES ACHATS CHINOIS DE BIENS DE LUXE – POINT DE CONJONCTURE .....                                | 9  |
| ILLUSTRATION CONCRETE DES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE : LE PROJET DE CHINA RAILWAY EXPRESS .... | 17 |

### INDICATEURS DE L'ECONOMIE CHINOISE

|   |    |
|---|----|
| CROISSANCE : TROIS TRIMESTRES A 6,7 % DE CROISSANCE EN 2016 .....   | 23 |
| DEMANDE INTERIEURE : REBOND DE L'INVESTISSEMENT, LA CONSOMMATION FLECHIT LEGEREMENT .....   | 24 |
| COMMERCE EXTERIEUR : L'EXCEDENT COMMERCIAL CHINOIS BAISSÉ DE 10,7% AU T3 (G.A.) .....   | 25 |
| SECTEUR BANCAIRE : LA PBOC SEMBLE SOUCIEUSE DE TEMPERER LA CROISSANCE DES CREDITS .....   | 26 |
| RESERVES DE CHANGE : LES AUTORITES CONTINUENT DE SOUTENIR LE COURS DU RMB AU T3 .....   | 27 |
| FINANCES PUBLIQUES : LES AUTORITES SEMBLERENT VOULOIR LEVER LA GARANTIE DU GOUVERNEMENT<br>CENTRAL SUR LES DETTES DES GOUVERNEMENTS LOCAUX..... | 28 |
| IMMOBILIER : LA DYNAMIQUE DES PRIX DE L'IMMOBILIER RESTE TRES SOUTENUE .....  | 28 |
| ENERGIE: PREMIERE HAUSSE DU PRIX DE L'ESSENCE A LA POMPE EN G.A. DEPUIS 2014 .....  | 30 |
| INDICATEURS ECONOMIQUES MENSUELS .....  | 31 |
| INDICATEURS ECONOMIQUES ANNUELS .....   | 32 |
| PREVISIONS DE CROISSANCE DU PIB CHINOIS .....   | 33 |



## Les relations économiques entre la Chine et l'Union européenne

*La Chine et l'Union européenne continuent de voir leurs liens économiques et financiers se renforcer. L'importance réciproque de ces échanges ne se fait pas sans certaines tensions. Si un agenda commun existe, les stratégies réciproques des deux puissances économiques font état d'objectifs différents.*

### I. Un agenda commun mais des objectifs stratégiques différents

#### L'agenda stratégique 2020

La relation sino-européenne est guidée par « l'Agenda stratégique 2020 pour la Coopération UE-Chine » adopté conjointement par la Chine et l'UE en novembre 2013. En matière économique, cet agenda mentionne plusieurs thèmes prioritaires :

- la conclusion d'un accord pour les investissements, énoncée comme la priorité pour l'intensification des relations économiques sino-européennes ;
- l'industrie, en particulier le développement des TIC ;
- le soutien aux PME ;
- l'agriculture ;
- les transports et la connectivité, dans le contexte du développement de grands projets d'infrastructures via l'initiative chinoise des « nouvelles routes de la soie » ;
- l'efficacité énergétique et le développement urbain durable.

#### La stratégie de l'Union européenne vis-à-vis de la Chine

La Commission européenne et le Service européen d'action extérieure ont, par ailleurs, le 22 juin dernier, publié conjointement une communication sur les éléments d'une « **Nouvelle stratégie européenne vis-à-vis de la Chine** ». Cette communication met en avant la nécessité d'une relation fondée sur le **principe de « réciprocité »**, et sur la **projection par l'UE d'une voix « forte, claire et unifiée »**. Elle met en avant les opportunités que représentent les investissements chinois en Europe pour la croissance et l'emploi, ainsi que l'essor de la consommation interne chinoise pour les entreprises européennes, mais considère que ces opportunités doivent s'accompagner d'une nécessaire réciprocité dans les relations U.E.-Chine.

#### Le Forum des 16+1

Regroupant seize Etats d'Europe centrale et orientale, membres et non-membres de l'UE (Albanie, Bosnie Herzégovine, Bulgarie, Croatie, République tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Macédoine, Monténégro, Pologne, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Slovénie), cette initiative s'inscrit, côté chinois, dans le cadre des nouvelles routes de la soie, les pays d'Europe centrale et orientale constituant à cet effet un « pont vers l'Europe » pour la Chine. Les dirigeants des 16+1 se rencontrent à un rythme annuel.

Les objectifs poursuivis dans le cadre de ce forum sont énoncés dans une feuille de route, publiée lors du lancement de l'initiative en 2012 et intitulée « 12 étapes pour la promotion de la coopération entre la Chine et les pays d'Europe centrale et orientale ». Le document mentionne en particulier : (i) **la mise à disposition par la Chine d'une ligne de crédit de 10 Mds USD dédiée au financement de projets dans les domaines des infrastructures, des nouvelles technologies et de l'économie verte** ; (ii) **l'établissement d'un « fonds conjoint de coopération** sur les investissements » de 50 M USD ; (iii) **l'établissement de zones économiques et technologiques** dans les pays concernés (iv) le développement de **projets ferroviaires** à grande échelle. L'agriculture, le commerce électronique, la haute technologie et les infrastructures ont été désignés comme les domaines prioritaires de cette coopération économique et commerciale.

Le fonds conjoint « China-CESEE Investment Cooperation Fund » de 500 millions USD, principalement abondé par Exim Bank, a été lancé en 2014. Le 5 novembre dernier, lors de la visite à Riga du Président Xi Jinping à l'occasion de la rencontre annuelle des 16+1, la création d'un nouveau fonds a été annoncée. Ce fonds a pour objectif de lever 50 Mds EUR afin d'investir notamment dans les infrastructures, les nouvelles technologies et les biens de consommation. Le fonds sera géré par Sino-CEE Financial holding, une filiale de la banque commerciale chinoise ICBC créée en début d'année. ICBC sera le principal contributeur de ce fonds.

#### La stratégie chinoise vis-à-vis de l'UE

**Du côté de Pékin**, la stratégie chinoise vis-à-vis de l'UE s'inscrit dans le cadre d'un livre blanc publié en avril 2014.

Plusieurs priorités se dégagent de cette stratégie en matière de coopération économique: la conclusion d'un accord sur les investissements et d'un **accord de libre-échange (ALE)**, la facilitation des **exportations de produits européens de haute-technologie vers la Chine**, le renforcement de la coopération entre la Chine et la **Banque européenne d'investissement**, la coopération **industrielle** (automobile, efficacité énergétique, matières premières, construction navale, aéronautique, énergie nucléaire etc.) et le développement de coopérations en matière de **e-commerce** et de **cybersécurité**.



## II. Relations commerciales

### 1. Des échanges en forte croissance et structurellement déséquilibrés

En augmentation de 12% en 2015 par rapport à 2014 selon Eurostat, les échanges de biens entre l'UE et la Chine ont été multipliés par 2,5 en l'espace de 10 ans (sur une base UE28 : 213 Mds EUR en 2005 ; 521 Mds EUR en 2015). L'UE est, depuis 10 ans, le **premier partenaire commercial de la Chine**. La Chine est le **deuxième partenaire commercial de l'UE**.

**Le déséquilibre structurel des relations commerciales UE-Chine s'accroît** : l'UE est de plus en plus dépendante vis-à-vis de la Chine. La part de la Chine dans le commerce de l'UE croît de manière constante (de 10% en 2005 à 15% en 2015) tandis que la part de l'UE dans le commerce de la Chine est restée stable durant cette période (15%). La Chine constitue en outre le plus important déficit commercial de l'UE, qui atteint 180 Mds EUR en 2015.

### 2. Un déséquilibre dû à l'importation massive de produits en provenance de Chine

**La Chine est le 1<sup>er</sup> fournisseur de l'UE**, représentant 20% du total des importations européennes (350 Mds EUR fin 2015, en croissance de 16% par rapport à 2014). L'UE est, quant à elle, le 2<sup>ème</sup> marché d'exportations de la Chine, derrière les Etats-Unis.

48% des importations européennes depuis la Chine sont composées de machines et équipements industriels (articles de téléphonie mobile, ordinateurs et composants TIC essentiellement). Elles sont suivies par les importations du secteur textile, habillement et accessoires bien que la part de ce secteur diminue progressivement (15% du total en 2015 contre 17% en 2005), mais aussi pour le secteur des meubles et jouets (9% du total).

| Le marché chinois pour l'U.E. en 2015 |           |
|---------------------------------------|-----------|
| Importations                          | 350 Mds € |
| Exportations                          | 170 Mds € |
| Déficit                               | 180 Mds € |

**Les importations de métaux et ouvrages en métaux, 4<sup>ème</sup> poste d'importations de l'UE en valeur, sont en forte augmentation, en valeur comme en volume**. Les importations européennes de produits sidérurgiques chinois ont ainsi doublé en l'espace de 2 ans (11 M T en 2015) selon Eurostat.

### 3. Le développement des exportations freiné par le ralentissement de l'économie chinoise

L'intérêt de la Chine pour les produits européens est manifeste : **l'UE est le premier fournisseur de la Chine** (13% des importations chinoises totales). La Chine est, quant à elle, le second client de l'UE, mais **le niveau des exportations européennes vers la Chine reste loin d'atteindre celui des exportations de l'UE vers les Etats-Unis** (170 Mds EUR soit 10% des exportations européennes contre 371 Mds EUR). Les exportations européennes ont fortement augmenté entre 2006 et 2014 (rythme annuel moyen de 14%), mais ralentissent en 2015 (+3%), partiellement sous l'effet du ralentissement économique chinois.

**En raison de la structure de ses exportations, l'UE dans son ensemble est particulièrement exposée aux fluctuations de la production industrielle chinoise**. Premier poste d'exportations européen vers la Chine (30% du total, à 50 Mds EUR), le secteur des machines et équipements industriels (turbines, pompes, composants à destination de l'industrie électronique chinoise etc.) accuse un recul de 3% en 2015 qui tranche avec le dynamisme des années précédentes (+7% en 2014, +10% en 2013) et coïncide avec une baisse de régime de la croissance du PIB du secteur industriel (+0,3% en 2015 contre +9% en moyenne les années précédentes).

Les transports constituent le deuxième secteur d'exportations (38 Mds EUR), composé à 23% de matériel aéronautique. Les exportations européennes vers la Chine de produits chimiques (17 Mds EUR) sont composées pour près de la moitié de produits pharmaceutiques, en raison de la bonne réputation dont jouissent les marques européennes en Chine. Les exportations européennes d'instruments et matériel de pointe représentent de leur côté 6% du total (10 Mds EUR) et sont composées pour près de 30% de matériel médical. Au total, plus de la moitié des importations chinoises de produits de santé proviennent de l'Union européenne. En outre, les exportations européennes de produits pharmaceutiques ont doublé en l'espace de 5 ans, stimulées par les exigences de qualité des consommateurs chinois. Elles enregistrent une croissance à deux chiffres en 2015 (+25%).

**Les exportations européennes de produits agricoles et agroalimentaires ne représentent que 6% du total des exportations européennes vers la Chine** (9 Mds EUR en 2015). Seules 11% des importations chinoises du secteur proviennent de l'UE, les Etats-Unis et le Brésil, importants fournisseurs de soja, accaparant 41% de parts de marché. Les exportations européennes dans ce secteur sont aujourd'hui avant tout composées de viandes (20% du total), de vins et spiritueux (19%) mais aussi de préparations à base de céréales (16%) et de produits laitiers (10%).

### 4. L'essor des échanges de services

S'il ne représente que 6 % du total des échanges commerciaux entre la Chine et l'UE, le commerce de services est en plein essor, les exportations européennes de services ayant presque doublé depuis 2010. En outre, **l'UE enregistre dans ce domaine un excédent commercial (36 Mds EUR d'exportations contre 26 Mds EUR**



©DG Trésor

**d'importations en 2015).** La croissance des exportations européennes vers la Chine dans ce domaine est bien supérieure à celle des exportations de services de l'UE vers le monde (+24% contre +6% en 2015).

Les exportations européennes de services à destination de la Chine se concentrent autour de 4 grands secteurs : transports (23% du total), tourisme (21%), droits de propriété intellectuelle (11%) et télécommunications (11%), en très forte croissance en 2015. **L'encouragement de la Chine des investissements étrangers et des échanges dans le secteur des services à la personne, notamment personnes âgées ou handicapées, le commerce électronique, les services environnementaux ou encore l'architecture urbaine,** offre de nouvelles opportunités aux entreprises européennes.

### III. Investissements bilatéraux

#### 1. Des investissements européens en Chine essentiellement dirigés vers l'industrie

Il est difficile d'obtenir un chiffre précis des investissements étrangers en Chine. Les statistiques officielles, chinoises et européennes, sont en effet biaisées par le recours aux centres financiers offshore. Selon les statistiques européennes, le stock européen d'IDE en Chine (hors Hong-Kong) représenterait en 2014 144 Mds EUR soit 2,5 % du total des stocks d'IDE européens dans le monde. **L'UE serait le 2<sup>ème</sup> plus gros investisseur étranger en Chine après Hong-Kong,** avec 6% des flux cumulés d'IDE entre 1995 et 2014 selon les statistiques officielles chinoises.

Selon Eurostat, les flux annuels d'IDE vers la Chine ont été multipliés par trois entre 2005 et 2013, passant d'environ 6 Mds EUR à 18 Mds EUR annuels. Ils tombent à 9 Mds EUR en 2014. Selon des sources européennes, et conformément aux tendances globales des IDE vers la Chine (-7% en 2015 et -44% sur les trois premiers trimestres 2016), cette baisse des IDE européens vers la Chine se confirme sur l'année 2015 et les trois premiers trimestres de l'année 2016.

**42% de ces investissements sont réalisés par l'Allemagne,** suivie des Pays-Bas (15% des stocks) et de la France (14%) selon Eurostat.

La grande majorité des implantations européennes est située autour de trois centres économiques : autour de Shanghai (delta du Yangtzi), de Pékin et de l'axe Canton/Shenzhen (delta de la rivière des Perles). Encouragées par des mesures gouvernementales incitatives, les entreprises déjà implantées s'étendent de plus en plus dans les provinces du centre et de l'ouest de la Chine (Hubei, Chongqing, Sichuan). Quelques « clusters » d'entreprises, dans le domaine de l'automobile notamment, sont également implantés dans la ceinture industrielle du nord (Liaoning, Jilin et Heilongjiang).

Fin 2013 (derniers chiffres disponibles) selon Eurostat, 54% des stocks d'investissements européens étaient dirigés vers l'industrie manufacturière, malgré des restrictions importantes imposées par le gouvernement chinois dans ces domaines. Le secteur tertiaire (services financiers en priorité, mais aussi services de conseil, d'expertise scientifique et technique) absorbait 29% des stocks d'IDE.

Cette répartition est très variable suivant les pays d'origine : les investissements allemands sont essentiellement concentrés dans les secteurs de l'automobile, des machines industrielles, de la chimie et de l'électronique. La grande distribution et l'hôtellerie enregistrent le plus gros chiffre d'affaires français en Chine, mais les entreprises françaises sont également présentes dans le secteur du développement durable, des équipements automobiles, de l'industrie, de l'agroalimentaire ou encore du secteur pharmacie-cosmétique. La plus large part des investissements britanniques à destination de la Chine se concentre dans le secteur des services financiers (34% selon les statistiques officielles britanniques) avec l'implantation en Chine de Barclays, HSBC, Ernst & Young, etc. Dans des proportions moins importantes, les secteurs de l'agroalimentaire, de la chimie et de la pétrochimie, ainsi que les services scientifiques et techniques, représentent chacun environ 10% des stocks d'investissements britanniques en Chine en 2014.

Plusieurs facteurs permettent d'expliquer une diversification des investissements européens vers de nouveaux secteurs: le ralentissement de la production industrielle chinoise, associé à un effort structurel de « montée en gamme », la crise des surcapacités qui menace, au-delà de l'industrie sidérurgique, un grand nombre de secteurs de pointe (automobile, TIC etc.) ainsi que le développement des services.

#### 2. Croissance importante des flux de la Chine vers l'U.E. qui revêtent différentes formes

Selon Eurostat, la Chine était, en 2014, le 13<sup>ème</sup> plus gros investisseur étranger au sein de l'UE avec 0,5% du total des stocks d'IDE extra-européens entrants (21 Mds EUR en excluant Hong Kong). Les chiffres rendent cependant compte de **l'ascension fulgurante des flux d'IDE chinois vers l'Europe** en l'espace d'une dizaine d'années (**passant d'environ 500 M EUR annuels en 2004 à près de 8 Mds EUR en 2014** selon Eurostat).

Selon le cabinet Rhodium, **70% des investissements chinois se concentrent au Royaume-Uni, en Italie, en France et en Allemagne,** terres d'accueil traditionnelles des investissements chinois. Encouragés par la stratégie chinoise du « going out », ils tendent toutefois à se diversifier et touchent aujourd'hui l'ensemble des États-membres de l'UE, dans des secteurs très diversifiés (industrie traditionnelle, TIC mais aussi agroalimentaire, chimie etc. mais aussi services et immobilier).



©DG Trésor

Ces investissements suivent essentiellement **une logique d'acquisition de marques, de technologies avancées dans des domaines très diversifiés** (industrie traditionnelle, TIC mais aussi agroalimentaire, chimie etc.) **et d'établissement de réseaux de distributions**. En volume, les investissements « greenfield » ne représentent quant à eux qu'une part minime du total.

**Les entreprises d'Etat sont responsables de la grande majorité des investissements** (environ 72% du montant total des investissements chinois sur la période 2000 – 2011 selon les estimations de la Chambre européenne de commerce en Chine) mais ce sont aussi **de grands groupes privés tels que Fosun, Wanda, Pingan ou Chemchina**, qui sont responsables de quelques opérations de grande ampleur des dernières années.

**Les investisseurs chinois en Europe s'intéressent également de plus en plus au secteur des services** : tourisme et l'hôtellerie (acquisition de Louvre Hotels par Jin Jiang pour 1,5 Md USD en juin 2015), services financiers (acquisition des activités d'assurance de SNS Reaal, Vivat Verzekeringen, par Anbang pour 150 M EUR en juillet 2015). Les **acquisitions immobilières** chinoises en Europe (environ 15 Mds EUR) se concentrent de leur côté essentiellement **au Royaume-Uni**.

A. Schibler et E. Jacques



## Les ambitions chinoises dans le secteur agricole

*A l'occasion d'un séminaire de l'OCDE en Chine qui s'est tenu en octobre 2016, le gouvernement chinois a précisé ses ambitions quant à l'insertion de la Chine dans les chaînes de valeur agricoles et agro-alimentaires mondiales. D'après les autorités chinoises, les importations doivent être limitées et ciblées sur certains pays disposants d'avantages comparatifs. La Chine doit pouvoir produire des produits compétitifs et haut de gamme.*

Le 27 octobre, l'OCDE a organisé à Pékin en partenariat avec le ministère de l'Agriculture chinois, un séminaire sur l'insertion de la Chine dans les chaînes de valeur agricoles et agro-alimentaires mondiales. Ce séminaire a notamment permis au vice-ministre de l'agriculture, QU Dongyu, ainsi qu'aux représentants du principal think tank du conseil des affaires d'Etat, le Development Research Center (DRC) de préciser certains aspects du 13<sup>e</sup> plan quinquennal et de mettre en exergue les enjeux de ces réformes. On peut retenir de ce séminaire les éléments suivants.

**1. La Chine, dont la balance agricole et agro-alimentaire est de plus en plus déficitaire (cf. Annexe 1), est un des plus importants importateurs de produits agricoles et agro-alimentaires au monde.** Les importations concernent en premier lieu des matières premières de base dont le soja (cf. Annexe 2). Les importations proviennent du monde entier, avec cependant les Etats-Unis et le Brésil comme principaux fournisseurs (part supérieure à 50%). Contrairement à l'Europe, dont les chaînes de valeur sont principalement ancrées sur le sol européen, les importations de ces deux pays alimentent les « transformateurs » chinois, principaux fournisseurs de produits de moyenne gamme du marché chinois.

**2. La compétitivité de l'agriculture comme de l'agro-alimentaire chinois tend à s'éroder, du fait d'une augmentation des coûts de production** (salaires et manque de main d'œuvre notamment) et d'une productivité relative. En raison de cette moindre compétitivité, les exportations chinoises (conserves, fruits et légumes, poissons...), principalement portées par des entreprises privées, stagnent, à l'exception des machines agricoles.

Cette situation a été clairement dénoncée par le vice-ministre de l'agriculture qui a exposé les réformes que souhaite développer la Chine pour **maintenir les importations à un niveau « modéré », les jugeant actuellement trop élevées et faisant la part belle aux multinationales. Pour le vice-ministre, les importations doivent être limitées et ciblées sur certains pays disposant d'avantages comparatifs.** A titre d'exemple, pour la viande, l'Australie, le Brésil, l'Argentine et « bientôt » les Etats-Unis et « peut-être » la Russie, ont été citées. L'idée portée par l'OCDE d'un monde commercial ouvert facilitant l'insertion d'un pays dans les chaînes de valeur mondiales continue de faire débat en Chine.

Les actions envisagées pour modifier la place de la Chine dans les chaînes de valeur agricoles et agro-alimentaires internationales s'inscrivent dans le cadre du 13<sup>e</sup> plan quinquennal (cf. Annexe 3). L'accent est mis sur la restructuration des filières chinoises, l'internationalisation des groupes chinois et l'émergence de marques chinoises mondiales. **La Chine doit pouvoir produire des produits compétitifs et haut de gamme.**

Cette politique conduit à s'interroger sur la place de l'agriculture européenne dans les exportations chinoises, l'Europe étant justement positionnée sur des produits à haute valeur ajoutée, en raison notamment de ses ressources foncières limitées.

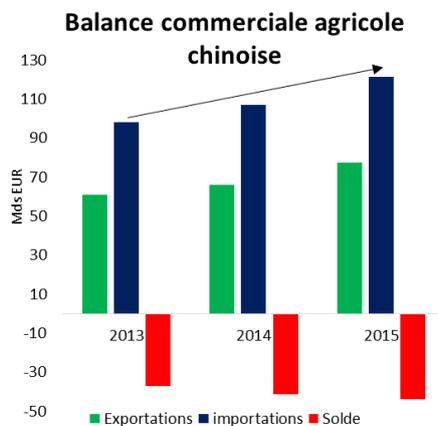
**3. Le débat a également porté sur l'insertion des paysans chinois dans les chaînes de valeur agricoles.** Même si des unités importantes émergent, la majorité de la production chinoise, du moins végétale, **repose encore sur des exploitations de petite taille.**

Les politiques de soutien aux fermiers ont été passées en revue par l'OCDE. 80% des soutiens sont, selon l'OCDE, des soutiens via les prix (contre 50% en 2008). Plusieurs scénarios d'évolution des politiques ont été étudiés sur le blé. Selon ces études, une diminution des prix de soutien de 20% aurait un impact immédiat sur le niveau de production céréalier chinois, que des aides compensatoires couplées ou découplées soient accordées ou non. Cela aurait un effet direct sur les prix mondiaux, qui augmenteraient, ce qui démontre qu'une variation, même minime, des importations chinoises, a un impact direct sur le marché mondial. De plus, de l'avis du DRC, une baisse du prix de soutien compensée par des aides directes aurait un coût élevé pour le budget de l'Etat.

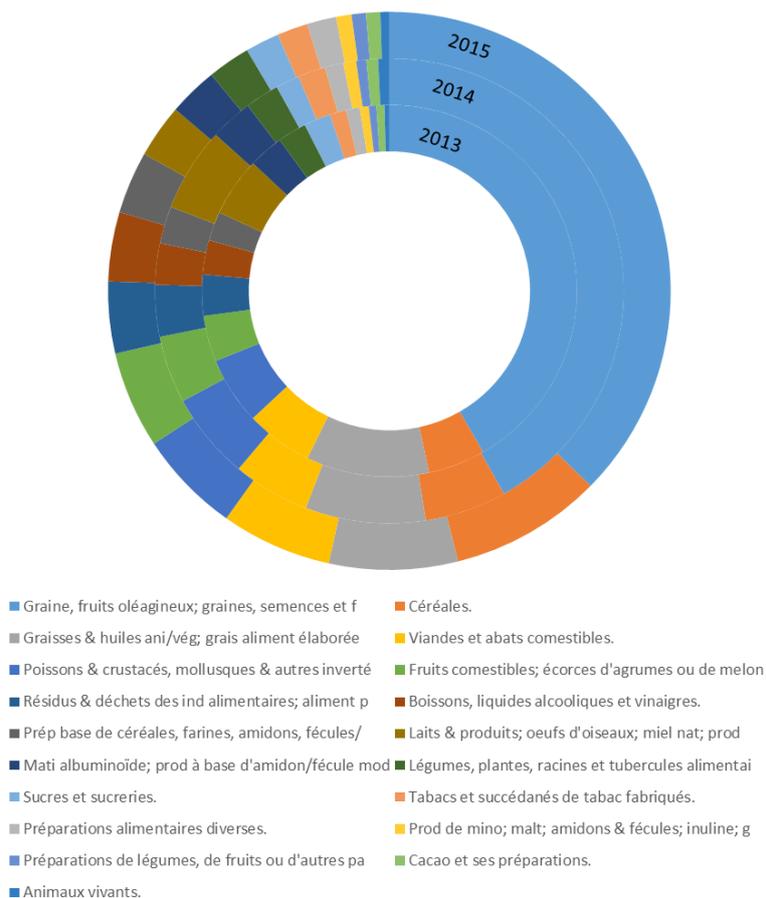
Selon le DRC, si la Chine devait changer son système de prix garanti, elle se trouverait face à un dilemme : (i) soutenir ses agriculteurs via des prix seuils, ce qui affecterait fortement ses finances publiques ou (ii) lever toute garantie sur les prix et voir sa production domestique de blé diminuer, au risque d'affecter le marché mondial et de perdre son autosuffisance alimentaire. Ce dilemme expliquerait que pour l'instant, aucune modification de politique de soutien au prix du blé en Chine, ne soit envisagée.



**ANNEXE 1 : Balance commerciale agricole chinoise**



**ANNEXE 2 : Produits agricoles importés**





©DG Trésor

### ANNEXE 3 : 13<sup>ème</sup> plan quinquennal pour le développement de l'agriculture chinoise : vers une agriculture moderne, compétitive, verte et professionnelle

Le gouvernement chinois est en train de décliner le 13<sup>e</sup> plan de développement ainsi chinois pour la période 2016-2020 pour chaque secteur d'activité. Le 13<sup>e</sup> plan de « modernisation agricole » vient ainsi d'être publié le 17 octobre 2016.

- Ce plan confirme les orientations des différents textes déjà publiés en la matière (conclusions de la conférence rurale de décembre 2015, document n°1 de 2016...) autour de sept chapitres :
  - o Volonté de **restructurer l'agriculture chinoise** autour d'exploitations et d'unités de transformation de plus grande taille via l'intégration de la production, la mise en place de « coopératives » ou d'unités commerciales pour lesquelles les paysans touchent une rente contre la mise à disposition de leur terre ou encore la mise en place d'une politique de remembrement foncier (échange et formalisation des droits d'usufruit). Ces économies d'échelles doivent permettre de faire émerger une agriculture plus professionnelle et compétitive, grâce également à des services de formation agricole (professionnelle et supérieure) et de développement rural.
  - o Mieux connecter l'agriculture et les filières agro-industrielles ;
  - o Articuler agriculture et développement rural : infrastructures, électrification des campagnes, couverture « internet », développement des bourgs et villages... ;
  - o **Développer une agriculture « verte »** : lutter contre la surutilisation d'intrants, les déchets d'élevage, la pollution des eaux et des sols, la baisse de la fertilité, en valorisant l'intégration agriculture/élevage, en réintroduisant des rotations (une aide à la production de soja serait envisagée), en optimisant la gestion de l'eau, en assainissant les sols pollués, en organisant la surveillance de la pollution... ;
  - o **Internationaliser les groupes agro-industriels** tout en assurant la sécurité alimentaire ;
  - o Poursuivre la lutte contre la pauvreté en milieu rural via des programmes spécifiques ;
  - o Réorienter les soutiens financiers : optimisation du système de subventions, développement du crédit et de l'assurance ; **réforme du système de prix garantis sur le maïs, le soja et le coton.**
- Le Plan permet de préciser un certain nombre de ces orientations :
  - o Sécurité alimentaire versus auto-suffisance alimentaire : **le plan confirme la relative ouverture de la Chine à des importations « modérées » de produits alimentaires. Néanmoins, cette ouverture reste toute relative puisque le plan garde certains objectifs d'auto-suffisance élevés, en particulier sur le blé** - taux d'auto-suffisance espéré de 100% contre 98% en 2016 - et **la production porcine** - 100% contre 98% en 2016. Dans les deux cas, les 2% restants font actuellement le prix sur le marché international. Par ailleurs, le plan indique qu'un mécanisme d'alerte rapide sera mis en place pour suivre les importations de produits agricoles et identifier rapidement les éventuels « dommages » occasionnés par la hausse des importations. Dans le même paragraphe figure **la volonté d'améliorer le contrôle sanitaire des importations.**
  - o Sur la réorientation des modalités de soutiens financiers : même si le système de subventions, qui devrait être simplifié, demeure, le plan met en avant de plus en plus de nouveaux outils: exonération fiscale, crédit, assurance agricole, fonds de garanties, susceptibles **d'accompagner l'émergence d'unités de plus grande taille ou la volonté de conquête internationale chinoise (achat et investissements).**
- Enfin, le Plan traduit en objectifs chiffrés ces orientations. A noter en particulier : une diminution de la sole de maïs de 12% et une augmentation de celle de soja de 42% ; zéro augmentation de l'utilisation des engrais et pesticides ; 40% de grandes fermes contre 30% aujourd'hui ; 65% de grands élevages contre 54% aujourd'hui ; une augmentation du taux de pénétration de l'assurance agricole qui passe de 62% à 90%.



## Les achats chinois de biens de luxe – point de conjoncture

*Troisième marché mondial des biens de luxe, le marché chinois est en recul depuis deux ans, à -2 % en 2015. Premiers acheteurs de luxe au monde (30 % des achats), les consommateurs chinois réalisent plus de 70 % de leurs achats à l'étranger, principalement dans le voisinage asiatique. La sophistication croissante du marché intérieur incite les maisons à faire évoluer leurs stratégies, en misant notamment sur une présence numérique accrue. En parallèle, les destinations prisées par les acheteurs de luxe tendent également à changer, suivant la redistribution des flux touristiques et l'effet de change. Au premier semestre 2016, les grands marchés européens (Italie, France) subissent aussi de plein fouet la baisse de fréquentation des touristes chinois en Europe. Les mesures engagées par les autorités chinoises pour relocaliser les achats de biens de luxe en Chine pourraient contribuer au retour à la croissance du marché intérieur, aux dépens des ventes à l'étranger.*

Les Chinois sont les premiers acheteurs de luxe au monde, représentant près de 30 % des ventes totales. Ces achats se sont établis à 405 Mds CNY en 2015 (+7 %, 65 Mds USD), d'après Bain & Company<sup>1</sup>. Cette tendance globale masque un **important différentiel de croissance entre les achats réalisés en Chine et à l'étranger** : tandis que les achats hors de Chine continuent d'afficher une croissance à deux chiffres sur deux ans (+13 % en 2014, +10 % en 2015), le marché chinois recule sur la période (-1 % en 2014, -2 % en 2015). Le taux de croissance des achats de luxe réalisés par la clientèle chinoise est en ralentissement sur 5 ans et la part du marché intérieur dans les achats totaux ne cesse de diminuer (cf. Annexe 1).

La progression des achats de luxe hors de Chine entre 2010 et 2015 s'explique par plusieurs facteurs :

- **Le différentiel de prix pratiqués entre le marché intérieur et l'étranger** : le niveau de taxation des produits de luxe (droits de douane, taxe sur la valeur ajoutée, taxe à la consommation) ainsi que la politique des maisons de luxe conduisent à des prix 30 à 40 % plus élevés en Chine qu'à l'étranger ;
- **La progression des flux touristiques vers l'étranger**, associée à l'augmentation du pouvoir d'achat en Chine et à une délivrance de visas facilitée dans de nombreuses destinations ;
- **L'effet taux de change**, est un facteur susceptible de rendre d'autant plus attractif l'achat dans certaines destinations ;
- **La disponibilité limitée des produits sur le marché intérieur**, pouvant inciter les acheteurs à rechercher davantage de variété à l'étranger ;

### I. Tendances sur le marché intérieur

Avec 113 Mds CNY de ventes (19 Mds USD), le marché chinois était le 3<sup>e</sup> marché mondial du luxe en 2015 après les Etats-Unis et le Japon et devant l'Italie et la France.

#### 1. Tendances par catégories de produits (cf. Annexe 2)

Les cosmétiques et l'horlogerie représentent à elles-seules 50 % du marché chinois du luxe en chiffre d'affaires.

Après les forts taux de croissance enregistrés entre 2000 et 2010, **toutes les catégories de produits connaissent une croissance en ralentissement depuis 2011**. Le lancement de la campagne contre les dépenses somptuaires en 2012 a considérablement affecté les ventes de montres, en recul sur 4 ans (la fédération horlogère suisse a ainsi enregistré un recul de ses exportations vers la Chine pour la 3<sup>e</sup> année consécutive en 2015), comme celles d'habillement masculin, en recul sur 3 ans. L'habillement féminin est le segment qui se maintient le mieux, conservant une dynamique de croissance à deux chiffres. Après un ralentissement à 2 % en 2014, la joaillerie connaît une reprise en 2015 (+7 %).

#### 2. Tendances par marques

**Le marché chinois reste relativement concentré en 2015** – les 5 premiers acteurs détiennent plus de 50 % du marché pour l'horlogerie (Cartier, Longines, Omega, Rolex, Tissot), la maroquinerie (Coach, Gucci, Hermès, Louis Vuitton, Prada), l'habillement masculin (Armani, Boss, Burberry, Dior, Ermenegildo Zegna), l'habillement féminin (Armani, Burberry, Chanel, Dior, MaxMara), les chaussures (Chanel, Gucci, Louis Vuitton, Salvatore Ferragamo, TOD's) et la joaillerie (Bulgari, Cartier, Chow Tai Fook, Tiffany & Co, Van Cleef & Arpels).

**Toutefois, le marché chinois tend à se complexifier et offre des opportunités à de nouvelles maisons jusqu'alors moins connues du consommateur chinois.** Les marques de « luxe accessible » sont les principales bénéficiaires de ce mouvement. Le consommateur de luxe semble de plus en plus privilégier des achats lui permettant de se différencier. De façon générale, les achats de biens de luxe tendent à se diversifier, favorisant de nouvelles marques telles que Balenciaga, Yves Saint-Laurent, Alexander McQueen ou encore Kate Spade.

<sup>1</sup> "2015 China Luxury Market trends"; 2015, Bain & Company



©DG Trésor

**Cette tendance est reflétée par le rythme d'ouvertures (et de fermetures) de magasins en Chine** : Coach, Michael Kors et MCM ont ouvert respectivement 29, 21 et 13 nouveaux magasins en 2 ans (pour seulement 4 fermetures), tandis que d'autres marques enregistrent des fermetures nettes de magasins telles que Hugo Boss pour son segment habillement masculin (-9 sur deux ans), Ermenegildo Zegna (-7), Gucci (-4), Bottega Veneta (-4), Dunhill (-4), Bally (-3) et Louis Vuitton (-3). Ces ajustements sont associés à des stratégies de réorientation géographique des marques (ci-après).

**Prenant acte des évolutions des habitudes de consommation, les maisons de luxe adaptent leur stratégie afin de consolider leur relation-client.**

Compte-tenu de l'essor du commerce électronique et des réseaux sociaux comme vecteurs d'achat et d'information, **la construction d'une présence numérique est devenue primordiale**. KPMG<sup>2</sup> estimait en 2015 que 5 à 10 % des biens de luxe étaient désormais achetés en ligne. **Cette tendance a contribué à l'émergence de plateformes B2B spécialisées** telles que Mei.com (n°1 pour les achats de luxe et de cosmétiques), Jumei.com (ventes flash pour les cosmétiques) ou Lefeng (cosmétiques, racheté par VipShop en 2014). Les grandes plateformes généralistes entendent également développer leur offre de produits de luxe. JD.com a signé un partenariat avec Sephora (LVMH) en mai 2015. Alibaba accueille également nombre de marques sur sa plateforme TMall<sup>3</sup> ; le groupe a lancé en mars 2016 une plateforme de ventes flash de biens de luxe en partenariat avec Mei.com<sup>4</sup>. Parallèlement, les réseaux sociaux (Weibo, Wechat au premier chef) et médias en ligne (Youku Tudou) sont utilisés comme relais marketing, afin d'accroître la notoriété des marques, structurer les modes (via des « leaders d'opinion ») et fidéliser la clientèle (médias interactifs, offres exclusives, service personnalisé). **Cette présence sur des sites à forte fréquentation reste souvent couplée au développement de sites ou applications en propre, permettant de travailler sur l'identité de la marque.**

**Cette croissance rapide de l'e-commerce en Chine expose cependant les entreprises de luxe à une progression des ventes de contrefaçons en ligne.** Afin de lutter contre l'affaiblissement de leur image de marque, certaines entreprises françaises dialoguent avec les principales plateformes chinoises afin de prévenir ou d'éliminer rapidement ces atteintes. Cette politique a trouvé un écho dans la déclaration conjointe de la France et de la Chine lors du dialogue de haut niveau économique et financier du 14 novembre 2016 : « *Both parties welcome initiatives undertaken between Chinese e-commerce and social media platforms on the one hand, and major French companies on the other hand, to implement and experiment preventive solutions (filters) tackling automatically IPR infringements and counterfeiting* ».

Le développement des marques sur Internet n'entre pas en conflit avec leur présence « offline ». **Les marques affirment se concentrer désormais sur la qualité du service et l'expérience en magasin.** A ce titre, celles-ci travaillent à la création de boutiques différenciées, des « showrooms » participant à la construction de l'image de marque ; la Maison Hermès de Shanghai, inaugurée en septembre 2014, est emblématique de cette tendance.

### 3. Caractéristiques géographiques

**Si les villes de premier rang (Shanghai, Pékin) restent les principaux bassins de consommation de produits de luxe**, elles connaissent un niveau de saturation croissant, qui incite les maisons à se tourner vers de **nouveaux centres urbains à fort potentiel** tels que Chengdu (Fendi, Chanel, Louis Vuitton), Changsha (Armani) ou encore Chongqing (Longchamp).

**La province de Hainan concentre à elle-seule 5 % du marché chinois du luxe** (pour 0,7 % de la population et 0,5 % du PIB) en raison d'une politique de détaxe lancée en mai 2011. Elle concerne 21 catégories de produits, incluant les biens de luxe (bijoux, montres, parfums, cosmétiques, lunettes, habillement, chaussures, pièces de maroquinerie). Le montant des ventes de ces biens a été multiplié par 5,5 entre 2011 et 2015. Le succès de cette politique a toutefois été limité par le nombre réduit de boutiques en détaxe et le plafonnement des achats (5000 CNY par voyage, puis 8000 CNY depuis 2012 et un voyage par an maximum pour les résidents, deux voyages pour les non-résidents). Depuis février 2016, le nombre de voyages autorisés est désormais illimité, avec un montant maximal d'achats sur l'année de 16 000 CNY. Afin de faciliter les achats, les boutiques en détaxe ont par ailleurs entrepris de construire une présence en ligne.

## II. Achats à l'étranger

Les achats chinois de biens de luxe à l'étranger se sont élevés à 292 Mds CNY en 2015 (+10,2 %, 47 Mds USD), représentant plus de 70 % des achats de luxe des consommateurs chinois. Ceux-ci consistent aussi bien en des achats d'articles à usage personnel qu'en des achats de « daigou »<sup>5</sup>. De par sa nature informelle, le « daigou » reste un phénomène difficilement quantifiable. L'agence de conseil Bain & Co. évalue le montant des achats de luxe par « daigou » à 34-50 Mds CNY en 2015, en forte baisse par rapport à 2014 (55 à 75 Mds CNY). Cette

<sup>2</sup> « *China's Connected Consumers* »; 2016, KPMG

<sup>3</sup> Burberry, Calvin Klein, Chanel, Chow Tai Fook, Clarins, Coach, Estée Lauder, Guerlain, Hugo Boss, Lancôme, Shiseido entre autres.

<sup>4</sup> Alibaba a réalisé un investissement stratégique dans Mei.com (montant non dévoilé) en juillet 2015.

<sup>5</sup> Achat réalisé à l'étranger pour le compte d'une autre personne.



©DG Trésor

évaluation est largement inférieure à celle des maisons de luxe, Cartier estimant par exemple que le « daigou » concernerait globalement jusqu'à 50 % des achats chinois de luxe à l'étranger.

Les pays de l'étranger proche, qui reçoivent la majorité des touristes chinois, sont les principaux marchés bénéficiaires des achats de luxe chinois (cf. Annexe 3). **L'évolution récente des flux touristiques chinois et les variations de taux de change tendent toutefois à redistribuer les retombées économiques pour le secteur du luxe.**

### 1. Voisinage – Hong-Kong et Macao en déclin, stabilité vers Taiwan, croissance vers le Japon et la Corée

D'après Bain & Co., le Japon et la Corée du Sud ont réalisé les principaux gains de parts de marché sur les achats chinois de luxe, avec des croissances des ventes respectives de +251 % et +33 % en 2015. A l'inverse, la zone Hong-Kong/Macao, première région pour les achats de luxe hors Chine continentale en 2014, connaît une contraction des ventes de 25 % en 2015. Taiwan enregistre enfin une croissance faible de 5 % pour ces achats.

**Ces tendances sont corrélées à l'évolution des flux touristiques vers ces zones** (cf. Annexe 4).

**Hong-Kong et Macao ont reçu 55 % du tourisme chinois vers l'international en 2015<sup>6</sup>.** Pourtant, après une décennie de croissance à deux chiffres du flux touristique en provenance de la Chine, **Hong-Kong a enregistré son premier recul en nombre de visiteurs chinois en 2015** (-3,0 %, 45,8 M). Cette baisse, à laquelle s'ajoute une évolution du type de biens achetés, a entraîné une contraction de 10 % des dépenses des visiteurs chinois sur le sol hongkongais en 2015 (28 M USD). Cette tendance devrait s'accroître en 2016, alors que Hong-Kong a connu **une baisse de fréquentation de 11 % en provenance de Chine au S1 2016.**

**Macao connaît un phénomène analogue**, avec un recul de fréquentation de 4,0 % des visiteurs chinois en 2015 (20,4 M)<sup>7</sup> ; la baisse consécutive des dépenses touristiques a atteint -19,8 %.

Taiwan continue en revanche de connaître une croissance de la fréquentation chinoise, bien qu'à un rythme grandement ralenti (+5 % en 2015, contre près de +40 % en 2014).

**La Corée du Sud et le Japon, qui captent 9 % du tourisme chinois, connaissent une situation inverse** (cf. Annexe 5). La Corée du Sud a enregistré une croissance soutenue de la fréquentation chinoise ces dernières années (+28 % en 2012, +53 % en 2013, + 42 % en 2014). Si le nombre de touristes chinois vers la Corée a diminué en 2015 (-2,3 %), affecté par l'épidémie de coronavirus (MERS), la fréquentation est d'ores et déjà repartie à la hausse au S1 2016 (+21 % en g.a), notamment portée par l'exemption de visas vers l'île de Jeju en vigueur depuis 2014 et la croissance des croisières (+9,2 % d'arrivées en 2015). C'est toutefois **le Japon qui enregistre la progression la plus forte en nombre de touristes chinois sur deux ans (+83,3 % en 2014, +107,3 % en 2015)**, tendance confirmée au S1 2016 (+49 % en g.a).

**L'effondrement du yen par rapport au yuan** à partir de la mi-2012 a également été un facteur déterminant dans la croissance du flux touristique depuis la Chine et des dépenses des touristes chinois au Japon. **La légère appréciation du yen enregistrée en 2016 pourrait à ce titre avoir un effet négatif pour les ventes de luxe**, et ce en dépit de la croissance du tourisme chinois au Japon. **L'appréciation du dollar hongkongais face au yuan** a en revanche accentué l'effet de la baisse de fréquentation sur la consommation totale des touristes chinois dans l'île (cf. Annexe 6).

### 2. Europe et marché français

**Les achats détaxés réalisés en Europe par les touristes chinois au S1 2016 ont reculé de 22 %** en nombre de transactions (cf. Annexe 7) et de 9 % en valeur moyenne de transactions. Cette baisse est néanmoins à mettre en perspective avec l'augmentation de 64 % de ces achats en 2015 en Europe<sup>8</sup>.

**La baisse de fréquentation en Europe**, liée à la perception d'un contexte sécuritaire dégradé (risque terroriste et agressions sur des touristes asiatiques, largement relayées par les médias sociaux en Chine), a un retentissement notable sur les achats de luxe au S1 2016. La France et l'Allemagne ont été les destinations européennes les plus affectées par le contexte terroriste en Europe, avec -18 % d'achats détaxés au mois de juin 2016.

L'effet de change a pu accentuer cette dégradation (cf. Annexe 8), avec un taux de change CNY/EUR moins favorable en 2016 qu'en 2015. Dans un même temps, **l'effondrement de la livre britannique suite au Brexit joue en faveur du Royaume-Uni** qui devient une destination plus attractive pour les achats, comme en témoigne la reprise des achats détaxés en juillet (+7 % en g.a) et août 2016 (+37 % en g.a).

<sup>6</sup> La CNTA communique sur 120 M de touristes chinois à l'étranger en 2015 (+10,1 %).

<sup>7</sup> La fréquentation au S1 2016 est stable par rapport à celle enregistrée au S1 2015, à 9,7 M de visiteurs.

<sup>8</sup> Considérée indépendamment de la nationalité des acheteurs, l'Union européenne et les Etats-Unis étaient respectivement la première zone et le premier pays de dépenses en produits de luxe en 2015.



©DG Trésor

### III. Perspectives 2016/2017

Plusieurs facteurs récents sont de nature à influencer le marché du luxe en 2016/2017.

**Les autorités chinoises cherchent à redonner de la vigueur au marché chinois des biens de luxe**, en incitant à la relocalisation des achats. Des impulsions politiques ont été données en ce sens :

- **La baisse des droits à l'importation sur plusieurs catégories de produits, datant de juin 2015** : décidée par la Commission des droits de douane du Conseil des Affaires d'Etat, cet allègement des taxes concerne notamment les vêtements en fourrure (10 % contre 23 %), hauts en cachemire (7 % contre 14 %), manteaux en laine (8 % contre 16 %), costumes en laine (10 % contre 17,5 %), les chaussures en cuir (12 % contre 24 %) et les produits de soin pour la peau (2 % contre 5 %). Cette mesure peut contribuer à diminuer le prix de certains produits de luxe importés sur le marché chinois.
- **L'évolution du régime douanier sur les colis et bagages personnels, datant d'avril 2016** : les biens entrant en Chine par colis et bagages personnels sont taxés de manière forfaitaire, sur la base de catégories de produits. Le nouveau régime en vigueur consacre une augmentation des taxes applicables aux biens de luxe – 30 % contre 20 % pour les produits textiles, 60 % contre 30 % pour les montres haut de gamme et la joaillerie, 60 % contre 50 % pour les cosmétiques. Couplé à un renforcement des contrôles en douane, ce régime pourrait rendre moins attractif le modèle du « daigou »<sup>9</sup>.

**Ces efforts bénéficient de la politique d'un nombre croissant de maisons de luxe**, qui misent sur les achats localisés en Chine afin de diminuer leur dépendance à des flux touristiques volatils (en particulier au regard de la situation sécuritaire en Europe). **Certaines d'entre elles ont ainsi adopté une politique de baisse des prix en Chine**. Chanel et Cartier ont procédé à l'alignement de leurs prix mondiaux à partir de mars et avril 2015 respectivement, avec un écart de prix entre la Chine et l'Europe ramené à 10 % (du fait de la TVA et des droits de douane) contre 30 à 40 % auparavant. Boucheron a également réduit les écarts de ses prix en Chine avec ses prix mondiaux début 2016 (+15 à 20 %, contre +30 à 40 % précédemment).

**La structuration des échanges par commerce électronique transfrontalier s'affirme**, avec d'une part le développement de villes pilotes nationales pour l'importation sous entrepôts en zone détaxée, spécialement dédiées au e-commerce transfrontalier<sup>10</sup> et d'autre part le renforcement des réseaux logistiques à l'international. Ce mouvement devrait se poursuivre avec l'internationalisation des grandes plateformes chinoises de commerce en ligne et la diffusion croissante des systèmes de paiement Alipay et Wechat auprès des exportateurs étrangers. A terme, le commerce électronique transfrontalier semble offrir une alternative crédible au « daigou »<sup>11</sup>, avec une qualité de service accrue.

Au-delà de ces facteurs exogènes, l'évolution des goûts et de la demande de luxe est à prendre en considération. La baisse de la consommation de biens personnels de luxe peut refléter une **réorientation de la clientèle chinoise vers des expériences de luxe** (gastronomie, soins, voyages haut de gamme).

L.L. Goutti

<sup>9</sup> Cette hausse des taxes ne constitue pas en elle-même un changement de paradigme vis-à-vis des « daigou » : en effet la taxation forfaitaire n'était applicable que pour des biens de « valeur et en quantité raisonnable », sans quoi les colis ou bagages étaient soumis à des procédures de dédouanement classique.

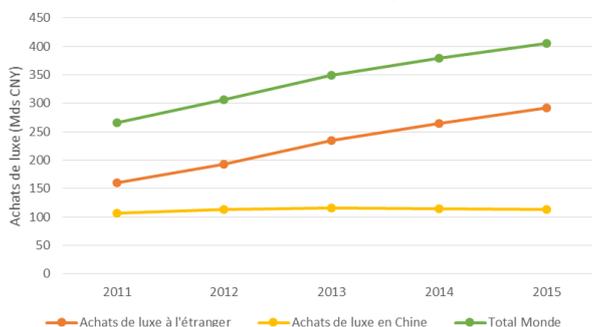
<sup>10</sup> Canton, Chongqing, Fuzhou, Hangzhou, Ningbo, Pingtan, Shanghai, Shenzhen, Tianjin, Zhengzhou.

<sup>11</sup> Cette tendance est cohérente avec l'évolution du secteur du e-commerce en Chine, avec une progression nette des échanges B2C au détriment des échanges C2C, qui posent des problèmes de traçabilité et de qualité (prévalence des contrefaçons).

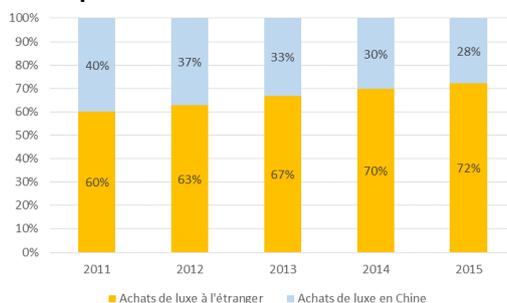


**ANNEXE 1 : Répartition des achats chinois de luxe dans le Monde**

**Evolution sur 5 ans des achats de luxe par la clientèle chinoise**



**Evolution de la part de la Chine dans les achats chinois de luxe**



Source : Bain & Co

**ANNEXE 2 : Tendances par catégories de produits**

**Marché du luxe en Chine par catégories de produits (2015)**

| Catégorie              | Chiffre d'affaires (Mds CNY) | Parts de marché en % |
|------------------------|------------------------------|----------------------|
| Cosmétiques            | 35,7                         | 32%                  |
| Horlogerie             | 20,7                         | 18%                  |
| Maroquinerie           | 15,6                         | 14%                  |
| Prêt-à-porter masculin | 9,9                          | 9%                   |
| Joaillerie             | 8,8                          | 8%                   |
| Prêt-à-porter féminin  | 7,4                          | 7%                   |
| Accessoires            | 7,3                          | 6%                   |
| Chaussures             | 7,2                          | 6%                   |
| <b>Total</b>           | <b>112,6</b>                 | <b>100%</b>          |

**Evolution des ventes de luxe en Chine par catégories de produits sur 5 ans**

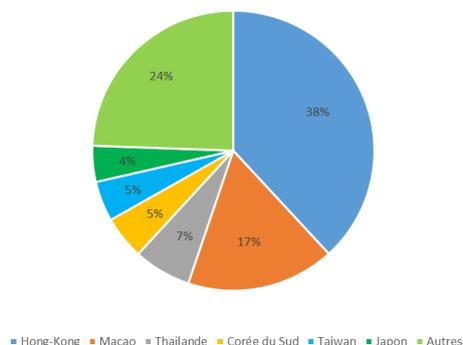
| Catégorie              | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|------------------------|------|------|------|------|------|
| Marché du luxe         | 30%  | 7%   | 2%   | -1%  | -2%  |
| Horlogerie             | 40%  | -5%  | -11% | -13% | -10% |
| Habillement masculin   | 30%  | 12%  | -1%  | -10% | -12% |
| Accessoires            | 20%  | 10%  | 8%   | 0%   | -6%  |
| Maroquinerie           | 30%  | 10%  | 5%   | 0%   | -5%  |
| Cosmétiques/parfumerie | 22%  | 15%  | 10%  | 7%   | 5%   |
| Joaillerie             | 20%  | 5%   | 5%   | 2%   | 7%   |
| Chaussures             | 20%  | 10%  | 8%   | 8%   | 2%   |
| Habillement féminin    | 35%  | 15%  | 10%  | 11%  | 10%  |

■ : < 0 ;  
 ■ : 0 à +10%  
 ■ : > 10%

Source : Bain & Co



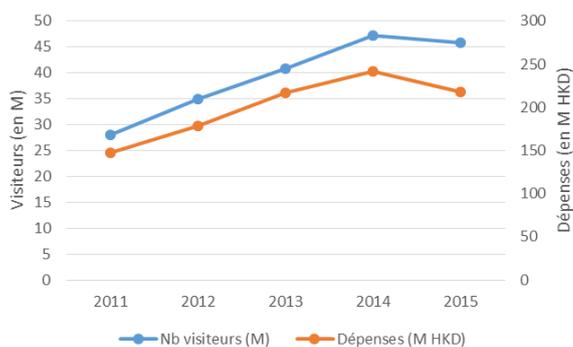
**ANNEXE 3 : Répartition des flux de touristes chinois en 2015**



Source : douanes

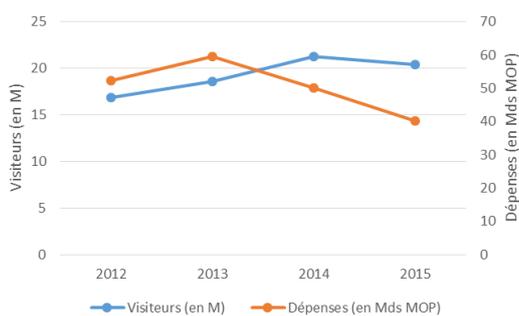
**ANNEXE 4 : Evolution des flux touristiques chinois et dépenses à Hong-Kong et Macao**

**Visiteurs chinois et dépenses correspondantes à Hong-Kong**



Source : Hong-Kong Tourism Board

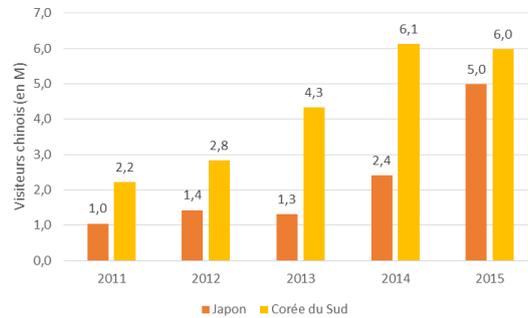
**Visiteurs chinois et dépenses correspondantes à Macao**



Source : Macao Government Tourism Office



**ANNEXE 5 : Evolution des flux touristiques chinois vers le Japon et la Corée du Sud sur 5 ans**



Sources : Hong-Kong Tourism Board et Macao Government Tourism Office

**ANNEXE 6 : Taux de change du yuan avec le yen et le dollar hongkongais sur 5 ans**

**Parité CNY/HKD sur 5 ans**



**Parité CNY/JPY sur 5 ans**

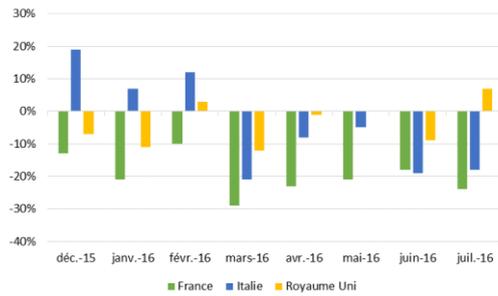


Source : CEIC



©DG Trésor

**ANNEXE 7 - Evolution des achats détaxés en g.a. pour trois pays européens (toutes nationalités des acheteurs)**



Source : Global Blue

**ANNEXE 8 - Taux de change du yuan avec l'euro et la livre sur 2 ans**



Source : CEIC



## **Illustration concrète des Nouvelles routes de la soie : le projet de China Railway Express**

Le 12 octobre 2016, le comité « Nouvelles routes de la soie » de la NDRC (dirigé par le Vice-Premier ministre Zhang Gaoli) a publié le Plan de développement chinois 2016-2020 des lignes ferroviaires de fret eurasiatiques, le « CHINA RAILWAY Express ». Le plan se situe explicitement dans le cadre des « nouvelles routes de la soie ». L'objectif annoncé est de 5 000 trains en circulation par an sur ces routes en 2020, dans un système unique (« une seule fenêtre ») facilitant les procédures douanières (notamment pour le commerce électronique).

La liaison ferroviaire Chine-Europe est déjà une réalité. Entre 2011 et juin 2016, 1881 trains commerciaux ont circulé entre la Chine et l'Europe, dont 502 ont parcouru l'aller-retour, soit une moyenne annuelle de 400 convois mais avec une nette accélération à partir de 2015. Ces lignes sont en partance de 16 villes en Chine et à destination de 12 villes en Europe (et passant par 39 autres destinations intermédiaires).

Néanmoins, le trafic reste limité<sup>12</sup> et la NDRC a identifié des difficultés freinant son développement : coûts de transport trop élevés, concurrence désordonnée, équilibre inadéquat de l'offre et de la demande, procédures douanières perfectibles, infrastructures de transport et capacités de services de support à développer.

Le Plan insiste sur la nécessité d'une meilleure coordination du développement des infrastructures entre les pays traversés : ainsi, les mesures prioritaires sont le développement des capacités logistiques, la coordination des procédures douanières et l'harmonisation des normes, la gestion coordonnée des données mais aussi le développement de parcs industriels le long des routes de fret.

**Le développement du secteur manufacturier le long des routes de fret ferroviaire eurasiatiques est un aspect majeur du Plan** : la Chine souhaite le développement de parcs industriels conjoints (Chine/pays de transit des trains) car ces derniers pourraient accueillir les industries chinoises délocalisant leur production « bas de gamme » hors de Chine (corolaire de la montée en gamme de l'industrie chinoise). Ces parcs industriels chinois et les corridors de transport seraient alors un outil de contrôle ou du moins de régulation de la chaîne de valeur industrielle chinoise, dans la mesure où ils accueilleraient les sous-traitants de l'industrie chinoise.

### **Trois corridors composent le China Railway Express**

La Chine identifie trois corridors vers l'Europe (cf. Annexe 1, carte n°1):

- Le corridor occidental : au départ du Xinjiang (Alashankou et Horgos, frontalières avec le Kazakhstan)
  - Kazakhstan, Russie par le transsibérien puis Biélorussie, Pologne et Allemagne ;
  - Turkménistan, Iran et Turquie puis Europe ;
  - Kazakhstan puis, par la Mer Caspienne, Azerbaïdjan, Géorgie puis Bulgarie.
- Le corridor central : au départ de la Mongolie Intérieure (Erlanhot)
  - Mongolie puis Russie par le transsibérien
- Le corridor oriental : au départ de la Mongolie Intérieure (Manzhouli) et du Helongjiang (Suifenhe)
  - Russie par le transsibérien

A noter qu'il n'existe pas de carte officielle des « nouvelles routes de la soie » : celle du China Railway Express (cf. Annexe 1) donne un premier aperçu concret des itinéraires de la « ceinture terrestre ».

Selon une présentation faite à l'UNESCAP par l'institut de recherche et de planification des transports du ministère des Transports chinois<sup>13</sup>, en août 2016, 39 itinéraires connectaient 12 villes dans 8 pays<sup>14</sup> avec une très forte progression du nombre de ces convois au premier semestre 2016 : 619 trains en partance de Chine (+150 % g.a) et 2019 trains à destination de l'Europe (+318 % g.a).

### **En Chine, le China Railway Express se concrétise par une classification des villes selon leur fonction dans les différents corridors** (cf. Annexe 1, carte n°2)

- Les « hubs intérieurs » fournisseurs de biens : capables de remplir 2 convois par semaine ;
- Les « hubs ferroviaires » : intégrés au réseau ferroviaire chinois ;
- Les « hubs maritimes » : capables de gérer 3 convois par semaine ;

<sup>12</sup> Selon le plan, les échanges commerciaux par fret ferroviaire entre la Chine et l'Europe entre 2011 et le T1 2016 ont pesé pour 17 Mds USD. Par comparaison, en 2015, les échanges commerciaux entre l'Europe et la Chine étaient évalués à 550 Mds EUR, selon Eurostat.

<sup>13</sup> [http://www.unescap.org/sites/default/files/China\\_Rail-Based%20Intermodal%20Transport.pdf](http://www.unescap.org/sites/default/files/China_Rail-Based%20Intermodal%20Transport.pdf)

<sup>14</sup> Les 8 pays comptabilisés dans la présentation du MoT sont la Russie, Biélorussie, Pologne, Allemagne, France, Espagne, Géorgie et Chine



©DG Trésor

- Les « ports terrestres frontaliers » : en charge de la gestion efficace des procédures douanières.

### **Le plan envisage une série de mesures pour faciliter la circulation du fret le long du China Railway Express**

Afin d'améliorer la circulation des biens entre les pays, la Chine souhaite développer la coordination des formalités administratives et de gestion des données. Elle cherche également à inciter les entreprises chinoises à développer leurs implantations dans le secteur de la logistique mais aussi industriel. Ainsi, le développement du China Railway Express s'accompagne du développement de parcs industriels. Le China Railway Express revêt les caractéristiques suivantes :

- *Secteur de la logistique* : construction de bases logistiques multimodales et intégrées aux réseaux préexistants et encouragement au renforcement de la présence à l'étranger des entreprises chinoises du secteur via des « joint-ventures » ou des acquisitions de centres logistiques étrangers.
- *Accords douaniers et uniformisation des normes* : promotion de réglementations et de normes unifiées, reconnaissance mutuelle des documents administratifs, participation active à l'Organisation pour la coopération des chemins de fer, à l'Union internationale des chemins de fer, l'Organisation mondiale des douanes ou encore l'Union postale universelle. A noter que la Chine espère également développer le transport international de courriers et colis via une simplification des mesures douanières, ce qui aurait pour conséquence de faciliter le commerce électronique entre la Chine et l'Europe.
- *Prix du transport* : établir un mécanisme de détermination des prix du transport selon les règles du marché, y compris de négociation des prix à l'international et à développer la coopération sino-européenne pour la protection des convois.
- *Secteur de la gestion de données* : établir des mécanismes d'échanges de l'information entre les réseaux ferroviaires des pays traversés et la Chine pour gérer les convois ferroviaires sur l'intégralité de leurs trajets, création d'une plateforme d'échanges de données.
- *Secteur manufacturier* : développement des parcs industriels le long des routes ferroviaires, renforcement de la coopération avec les gouvernements locaux, encouragement à l'implantation des entreprises chinoises dans les « aires-clés » afin de développer les capacités manufacturières et logistiques étrangères.

L'importance du développement de l'implantation des parcs industriels est une composante à part entière de la stratégie du China Railway Express : en effet, outre la facilitation du transport des marchandises chinoises vers l'Europe, le développement des parcs industriels pourrait servir aux entreprises chinoises pour contrôler la chaîne de valeurs internationales de produits marchands dont la production est appelée à être délocalisée hors de Chine suite à la montée en gamme souhaitée de l'industrie chinoise.

Au cours de la conférence de presse d'août 2016 de la NDRC sur les succès des « nouvelles routes de la soie », l'institution a pu se féliciter de l'existence de 46 de ces zones de coopération industrielle le long des Nouvelles routes de la soie. Plusieurs parcs industriels d'importance notable sont actuellement en cours de développement en Europe centrale et orientale :

- En Biélorussie, le projet du parc industriel « Great Stone » co-développé par la Chine et la Biélorussie (spécialisé dans les secteurs de l'électronique, la chimie et la biomédecine), à environ 25 km de Minsk et d'une superficie de 91 km<sup>2</sup>, en gestation depuis 2010, a été qualifié de « perle » des « nouvelles routes de la soie » par le Président Xi Jinping en juillet 2015 lors de sa visite en Biélorussie.
- En Pologne, en juin 2016, à l'occasion d'une visite du Président Xi Jinping, la Chine et la Pologne ont signé un engagement pour lancer des projets « nouvelles routes de la soie » le plus rapidement possible et ont signé 13 accords de coopération pour développer la coopération, notamment dans les secteurs de la logistique, des parcs industriels et des douanes.

Il convient également de noter qu'une partie du China Railway Express utilise le fret maritime en empruntant les ports chinois, via des routes telles que Chongqing-Shenzhen-Hambourg. Par ailleurs, le plan précise qu'à terme, le développement du fret international chinois ne se limitera pas à l'Europe mais vise à s'étendre en Asie de l'est et du sud-est ainsi qu'un développement multimodal et non seulement ferroviaire. Néanmoins, cette perspective n'est qu'évoquée et on peut penser qu'il s'agit d'objectifs à plus long terme.

J. Lamandé

ANNEXE 1 : Cartes extraites du Plan China Railway Express 2016-2020

Carte 1 : Cartographie du China Railway Express



图 1 中欧铁路通道规划图

Légende : Vert: corridor central ; Bleu: corridor oriental ; Rouge : corridor occidental existant (pointillé : planifié)  
 Source: Plan China Railway Express 2016-2020

Carte n°2 : Cartographie de la fonction des villes chinoises dans le China Railway Express

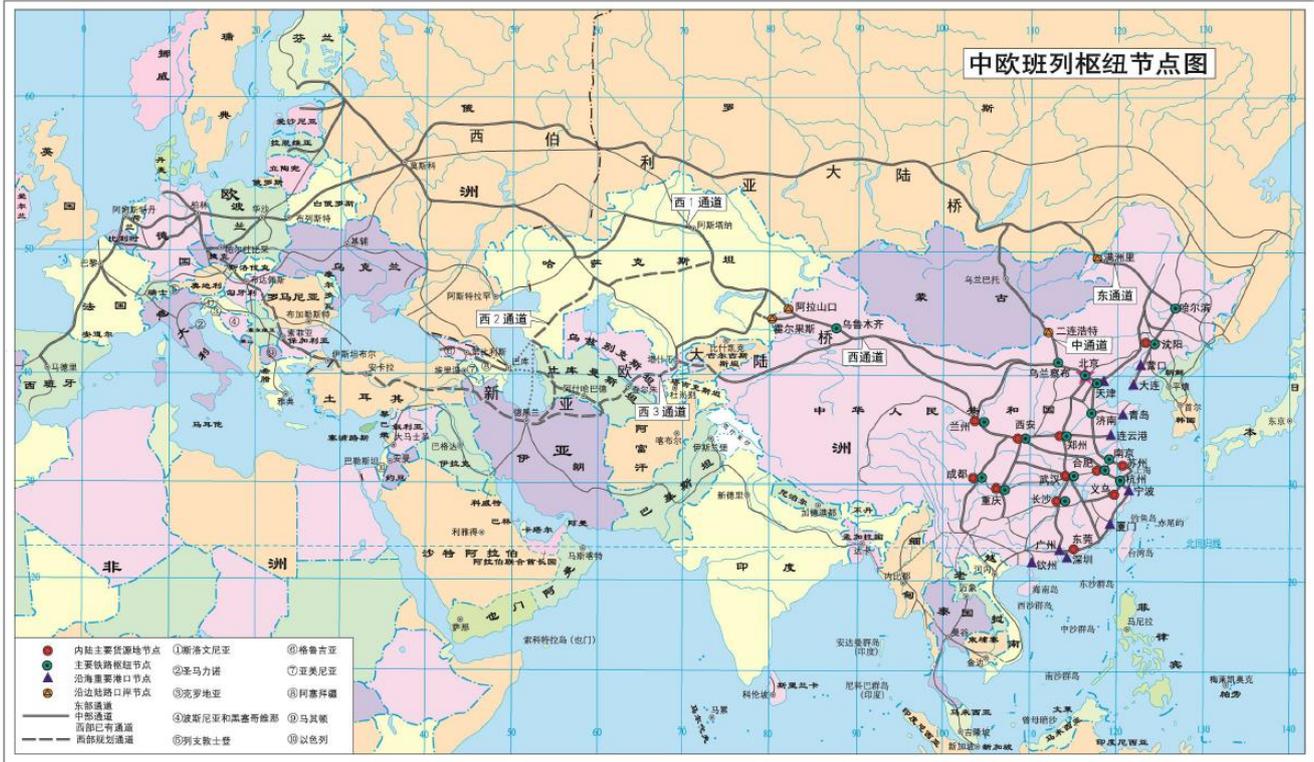


图 3 中欧班列枢纽节点规划图

Légende : Cercle rouge : hub intérieur fournisseur de biens ; Cercle vert : hub ferroviaire ; Triangle : hub maritime ; Cercle orange : port terrestre frontalier  
 Source: Plan China Railway Express 2016-2020


**ANNEXE 2 : Tableau des principales routes du China Railway Express**

Le tableau ci-dessous, sans prétention d'exhaustivité, recense les routes qui ont été les plus mises en avant médiatiquement par la presse chinoise ces derniers mois. Si un nombre croissant de lignes ont bien semblé s'ouvrir en 2015-2016, il semble également que la fréquence des convois sur les lignes plus anciennes se soit accélérée.

| Ville de départ – Ville d'arrivée | Pays traversés                                  | Date de lancement | Remarques  |
|-----------------------------------|---|-------------------|--|
| Duisbourg-Chongqing               | Russie, Biélorussie, Pologne                    | 2011              | Aussi appelée « Route Yuxinou »  |
| Chongqing-Duisbourg               | Russie, Biélorussie, Pologne                    | 2011              | Premier convoi d'automobiles : juin 2016 (82 véhicules)  |
| Zhengzhou-Hambourg                | Kazakhstan, Russie, Biélorussie, Pologne        | 2013              |  |
| Chengdu-Lodz                      | Russie, Biélorussie                             | 2013              | 1 <sup>er</sup> Lodz-Chengdu : septembre 2015<br>2016 : doublement de la fréquence hebdomadaire Chengdu-Lodz (de 1 à 2 trains/semaine) |
| Suzhou-Varsovie                   | Russie, Biélorussie                             | 2014              |  |
| Wuhan-Duisbourg                   | Russie, Biélorussie, Pologne                    | 2014              | Extension (août 2016: Wuhan-Lyon (cf. Annexe 3))   |
| Yiwu-Madrid                       | Russie, Biélorussie, Pologne, Allemagne, France | Nov. 2014         |  |
| Harbin-Hambourg                   | Russie, Biélorussie, Pologne                    | Juin 2015         |  |
| Nanchang-Rotterdam                | Russie, Biélorussie, Pologne, Allemagne         | Nov.2015          |  |
| Linyi-Hambourg                    | Russie, Biélorussie, Pologne                    | Déc. 2015         |  |
| Yiwu-Téhéran                      | Kazakhstan, Turkménistan                        | Jan. 2016         |  |
| Harbin- Iekaterinbourg (Ru)       | Russie  | Fév. 2016         |  |
| Yiwu- Chelyabinsk (Ru)            | Russie  | Août 2016         |  |
| Xi 'an-Varsovie                   | Russie, Biélorussie                             | Août 2016         |  |
| Chengdu-Istanbul                  | Kazakhstan, Azerbaïdjan, Géorgie                | Sep. 2016         |  |
| Yiwu-Riga                         | Russie  | Nov.2016          |  |

**ANNEXE 3 : Train Wuhan-Lyon**

Dans le cadre des « nouvelles routes de la soie », un nombre croissant de lignes de fret ferroviaires reliant la Chine à l'Europe ont été ouvertes depuis 2014. Deux tracés apparaissent de manière récurrente : Chine-Kazakhstan-Russie-Biélorussie-Pologne-Allemagne et Chine-Kazakhstan-Azerbaïdjan-Géorgie-Ukraine. En Europe, la Pologne et l'Allemagne sont les principales destinations de ces convois. Toutefois, les questions de la rentabilité de ces lignes (jusqu'à cinq fois plus chères que le fret maritime pour la ligne Yiwu-Madrid) et de la réciprocity des flux de marchandises (difficulté à remplir les convois dans le sens Europe-Chine) persistent, tandis que la Chine cherche à simplifier les procédures douanières (ex : en janvier 2016, l'Ukraine, la Géorgie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et la Chine ont signé un accord à Baku concernant une tarification préférentielle et surtout commune pour le transport de marchandises passant par la route internationale transcaspicienne).

Dans ce cadre, Wuhan se veut un « hub » logistique grâce à sa position au sein de la Chine du centre. La ligne de fret ferroviaire Wuhan-Lyon est en réalité la prolongation ponctuelle (en fonction de la demande) de la ligne préexistante Wuhan-Duisbourg. Comme toutes les lignes de fret ferroviaires de la Chine vers l'Europe, elle souffre d'un déséquilibre important des flux Chine-Europe/Europe-Chine et sa compétitivité hors subvention face aux



©DG Trésor

transports maritimes et aériens n'est pas encore démontrée. Cette ligne aurait vocation à être utilisée par des PME françaises pour exporter vers la Chine, notamment dans le cadre du commerce électronique ou pour le transport de produits frais (avec un avantage décisif de durée de transport par rapport au fret maritime, à condition que la chaîne du froid soit assurée).

Le premier train de marchandises reliant la ville de Wuhan à la ville de Lyon est parti le 6 avril 2016 et est arrivé à Lyon le 21 avril. Il s'agissait en fait d'une partie du convoi Wuhan-Duisbourg, qui a brièvement existé en 2012 (octobre-novembre 2012) mais dont le véritable démarrage ne date que de 2014. Une fois arrivé en Allemagne, les biens à destination de Lyon ont continué leur transit. L'intégralité du transport est organisée par Wuhan-Asia-Europe Logistics (WAE), filiale à 100 % de Wuhan Newport City Construction Investment Development Group Co, une entreprise sous contrôle de la municipalité de Wuhan. Cette dernière est à l'origine du projet, qui date de 2012.

Le trajet dure 15 jours (contre 50-60 jours par bateau) et traverse le Kazakhstan, la Russie, la Biélorussie, la Pologne pour arriver à Duisbourg en Allemagne (cf. annexe). Les wagons à destination de la France sont ensuite repris par l'opérateur allemand Kombiverkehr pour livraison finale à Lyon, soit un trajet long de 11300 km. La traction sur la partie française de Duisburg-Vénissieux est confiée à Fret SNCF.

L'offre de fret Wuhan-Europe se distingue en trois catégories : les clients qui affrètent entre 41 et 50 containers et pour lesquels des convois dédiés sont mis en place (2 à 3 trains par mois vers l'Allemagne en moyenne), les clients affrétant moins de 41 containers qui peuvent emprunter les convois réguliers (à l'heure actuelle uniquement à destination de la Russie ou de Duisbourg)<sup>15</sup> et le service LCL (« less than container load »)<sup>16</sup>. Enfin, WAE offre un service de livraison en Chine à partir de Wuhan pour les biens acheminés via la ligne de fret, profitant de sa position centrale en Chine du centre.

---

<sup>15</sup> Wuhan-Duisbourg : 2 trains/semaine ; Duisbourg-Wuhan : 1 train/semaine ; Wuhan-Russie : 1 train/semaine ; Russie-Wuhan : 1 train/semaine. 1 container y coûte 5 500 USD.

<sup>16</sup> Wuhan-Allemagne : 1 m<sup>3</sup> = 130 USD ; Allemagne-Wuhan : 1 m<sup>3</sup> = 110 USD

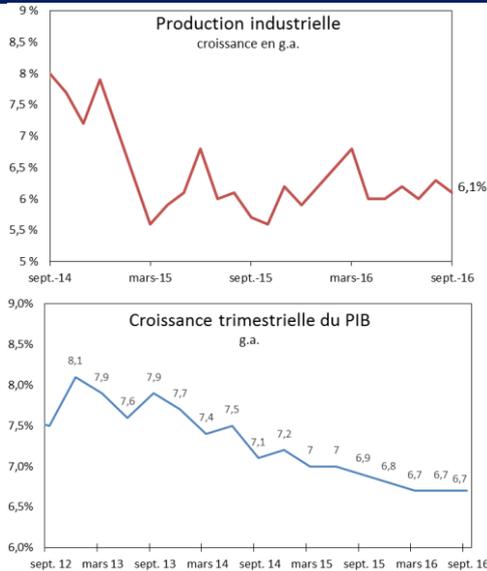


©DG Trésor

**Note :** Dans les commentaires des graphiques, la flèche figurant à la suite d'un indicateur précise la tendance par rapport au mois précédent. Sa couleur reflète notre appréciation de l'impact de cette évolution sur l'économie chinoise (positive en vert, négative en rouge, neutre en bleu).

Croissance : Trois trimestres à 6,7 % de croissance en 2016

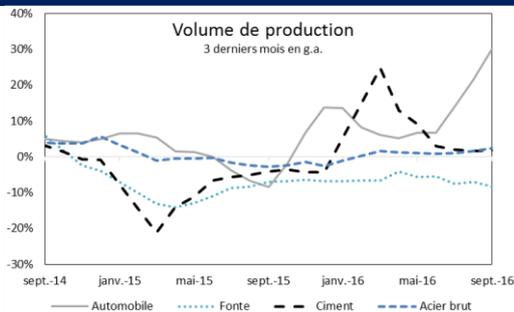
**Production**



Croissance de la production industr. **Septembre 2016 (g.a.) +6,1 %** ↗

- Pour le troisième trimestre consécutif, la croissance réelle du PIB est de 6,7% (g.a.). Le secteur de la construction a été moins dynamique (+6,0% au T3 contre 7,3% au T2). La production manufacturière s'est maintenue à +6,1% en g.a. au T3. Pour mémoire, les autorités chinoises ont fixé comme objectif minimum 6,5% de croissance en 2016.
- La stabilité parfaite des chiffres de croissance a conduit certains observateurs à émettre des doutes quant à la fiabilité des statistiques. Cette question a été mise à l'ordre du jour du Groupe dirigeant sur l'approfondissement des réformes du 11 octobre, présidé par XI Jinping. Les autorités ont indiqué leur volonté de « renforcer la supervision et la responsabilité » et d'« assurer l'indépendance des institutions responsables » de la production des statistiques.

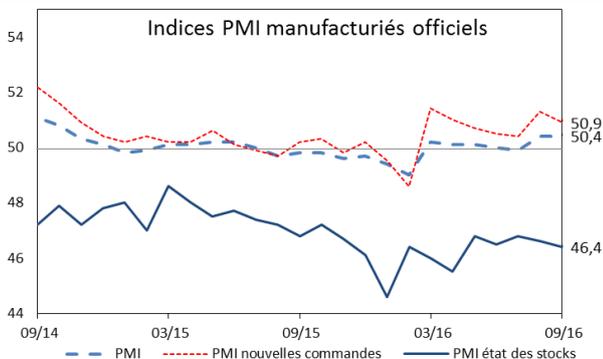
**Industrie**



Croissance de la production d'acier brut **Sept. 2016 (g.a.) +3,1 %** ↗  
*m.a. glissante +1,6 %*

- Les profits des entreprises industrielles ont crû de 7,7% (g.a.) en septembre, ce qui porte à 12,3% la croissance des profits des entreprises industrielles au T3 2016. Les principaux moteurs de cette croissance ont été le secteur minier et le secteur automobile (+29% en g.a.). Cette hausse des profits en septembre permet d'afficher de bons résultats sur les neuf premiers mois de l'année, malgré de fortes disparités sectorielles. Sur cette période, la croissance des profits des entreprises industrielles chinoises a rebondi à 7,8% (g.a.), après deux années de baisse consécutive. Le secteur manufacturier, tiré par le secteur automobile, aura compensé la chute des profits du secteur minier (-63,4% en g.a.).

**Indice PMI des directeurs d'achat**



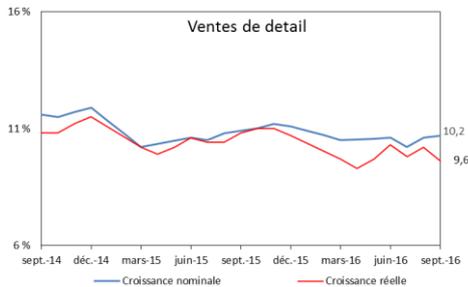
Purchasing Manager's Index (Manufacturing) **Sept. 2016 (indice) 50,4** ↗  
*Moyenne sur 12 mois 49,9*

- Le PMI manufacturier officiel chinois s'est maintenu en septembre au niveau enregistré au mois d'août (50,4), niveau qui n'avait pas été atteint depuis octobre 2014. Le PMI Caixin manufacturier croît de +0,1 en glissement mensuel (g.m.) à 50,1. Le maintien du niveau de l'indice officiel reflète pour partie un rebond notable des indices relatifs au commerce extérieur, avec des commandes à l'export à +0,4 en g.m. (indice de 50,1 contre une moyenne de 48,6 ces deux dernières années) et des importations à +0,9 (indice de 50,4, plus haut niveau depuis 2013). A noter cependant que seul l'indice des grandes entreprises croît (52,6, +0,8 en g.m.). Les indices des moyennes et petites entreprises indiquent un ralentissement de leurs activités (respectivement à 48,2 et 46,1, en baisse de -0,7 et -1,3 en g.m.).



## Demande intérieure : rebond de l'investissement, la consommation fléchit légèrement

### Ventes de détail



Croissance nominale  
des ventes de détail

Sept. 2016 (g.a.)

**+10,2 %**

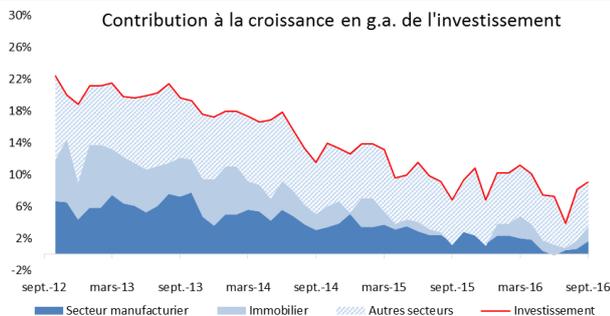


*m.a. glissante*

+10,1 %

- Les ventes automobiles ont atteint 2,56 millions d'unités au mois de septembre 2016, le plus haut niveau de ventes mensuelles réalisées en 3 ans. La production automobile est également en forte croissance (+32,8 % en g.a.), à 2,53 millions d'unités. Après une croissance de 8,3 % en g.a. au S1 2016 (au niveau de 2014, +8,4 %), les ventes ont considérablement crû aux mois de juillet (+23,2 % g.a.), août (+24,4 % g.a.) et septembre (+26,6 % g.a.). Cette dynamique peut s'expliquer par la fin annoncée de la baisse de la taxe à l'achat sur les véhicules de petite capacité (1,6 ML ou inférieur) : la mesure avait été instaurée en octobre 2015 afin de relancer le marché automobile et devrait être levée fin décembre 2016.

### Investissement



Croissance des dépenses  
d'investissement

Sept. 2016 (g.a.)

**+9,0 %**

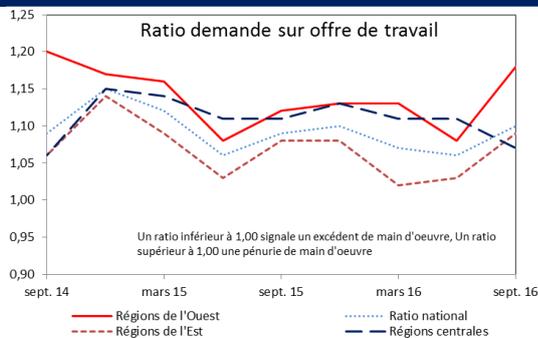


*m.a. glissante*

+8,7 %

- La croissance de l'investissement brut en capital fixe s'est élevée en septembre à 9% en g.a. contre 8% en août. Sur la période janvier-septembre, la croissance de l'investissement a crû de 8,2% (g.a.). L'investissement privé rebondit en septembre avec une croissance de 4,5% (g.a.) après un fort ralentissement sur le début de l'année. L'investissement du secteur public reste très dynamique à 19,2% en g.a. en septembre. Les autorités cherchent à encourager l'investissement privé, notamment par la mise en place de PPP.

### Emploi / Salaires



Ratio demande/offre  
de travail

3<sup>ème</sup> trim. 2016 (g.a.)

**1,1**

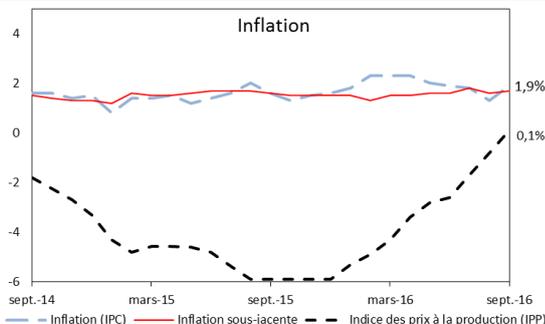


*m.a. glissante*

1,08

- Le Conseil des Affaires d'Etat a publié le 11 octobre les modalités d'application de la réforme du Hukou avec notamment un objectif annuel minimal chiffré à 13 millions de nouveaux « hukou » citadins par an. L'objectif du plan quinquennal (2016-2020) est de régulariser le statut de 100 millions de citadins qui ne disposent pas du « hukou » urbain de leur lieu de résidence. Pour mémoire, la population chinoise est clivée selon son lieu d'enregistrement – « hukou » urbain et « hukou » non urbain – ce qui se traduit par une forte population de travailleurs migrants, évalués à 260 millions ; ces travailleurs ne bénéficient pas encore de façon égale des services publics (éducation, emploi, sécurité sociale, soins médicaux, logement sociaux).

### Inflation



Indice des prix à la  
consommation

Septembre 2016 (g.a.)

**+1,9 %**

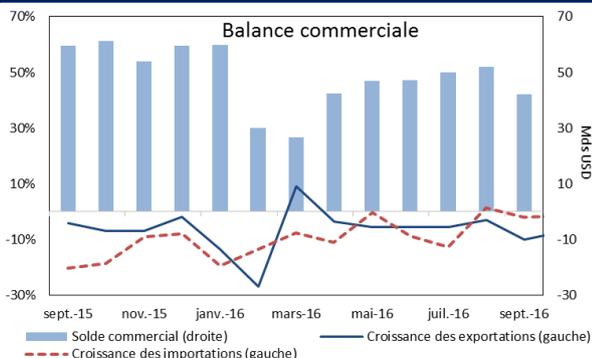


- La croissance de l'indice des prix à la production redevient positive à +0,1% en g.a. pour la première fois depuis janvier 2012 grâce à un rebond important des prix à la production en septembre à +0,5% (g.m.). Ce rebond s'explique exclusivement par la hausse des prix des matières premières et des produits miniers à respectivement +1,1% et +2,9% en g.m. en septembre. Par ailleurs, les prix à la consommation ont connu leur plus importante croissance mensuelle depuis 2013 (à l'exception du mois de février 2016) à +0,7%, pour une croissance en g.a. de +2,1%. Hors prix de l'énergie et de la nourriture, la dynamique des prix à la consommation est similaire.



**Commerce extérieur : l'excédent commercial chinois baisse de 10,7% au T3 (g.a.)**

**Echanges commerciaux**

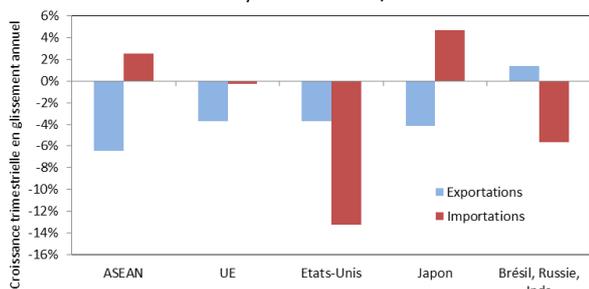


|                             |                       |               |   |
|-----------------------------|-----------------------|---------------|---|
| Croissance des exportations | Sept. 2016 (g.a.)     | <b>-10,0%</b> | ↘ |
|                             | <i>m.a. glissante</i> | -6,9 %        |   |

- La Commission européenne a publié mercredi 9 novembre une proposition législative visant à modifier les instruments de défense commerciale européens, notamment au regard de l'expiration de certaines dispositions du protocole d'accession de la Chine à l'OMC. Les ministères chinois du Commerce et des Affaires étrangères ont réagi en exprimant leur déception face à cette proposition qu'ils jugent contraire au droit de l'OMC et aux obligations de l'UE. Le nouveau critère de « distorsions graves au commerce » proposé par la Commission est perçu par la Chine comme la poursuite « déguisée » de la méthodologie actuelle du « pays de substitution ». Ils appellent à l'abrogation de cette pratique et à une méthodologie fondée sur des critères « transparents, justes, raisonnables et non-discriminatoires ».

**Commerce par destinations**

Echanges commerciaux par zone géographique moyenne T3 2016/T3 2015

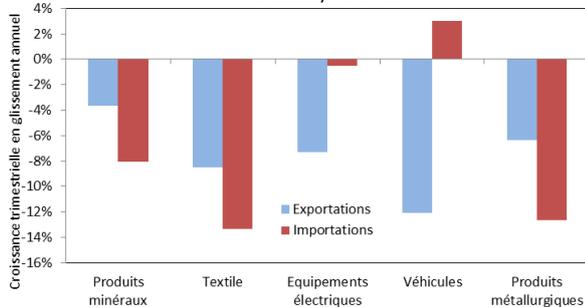


|                                       |                       |               |   |
|---------------------------------------|-----------------------|---------------|---|
| Croissance des exportations vers l'UE | Sept. 2016 (g.a.)     | <b>-3,8 %</b> | ↗ |
|                                       | <i>m.a. glissante</i> | -6,2 %        |   |

- Le Centre de recherche français dans le domaine de l'économie internationale (CEPII) a publié une étude d'impact de l'octroi du statut d'économie de marché à la Chine. L'étude analyse d'une part l'impact d'un octroi pur du statut, non-associé à des mesures palliatives, sur les importations et la production industrielle européennes. Outre les effets directs de l'octroi du SEM, l'analyse prend également en compte l'effet dissuasif de la méthode actuelle sur les exportateurs chinois non-directement ciblés par les enquêtes et qui, de manière préventive, peuvent choisir de limiter leurs ventes ou de rehausser leurs prix (« chilling effect »). Dans sa version la plus pessimiste, l'octroi du SEM conduirait selon le CEPII à une hausse de +21% des exportations chinoises vers l'UE (72 Mds€) en volume et une baisse de 0,3% (23 Mds€) de l'activité manufacturière européenne. Les conclusions de l'étude prônent une réforme des instruments européens de défense commerciale permettant d'accroître l'efficacité, la rapidité des enquêtes, et de protéger les plaignants contre de potentielles représailles.

**Commerce par secteurs**

Echanges commerciaux par secteur moyenne T3 2016/T3 2015



|   |                       |               |   |
|---|-----------------------|---------------|---|
| Croissance des exportations électroniques | Sept. 2016 (g.a.)     | <b>-8,3 %</b> | ↘ |
|   | <i>m.a. glissante</i> | -3,3 %        |   |

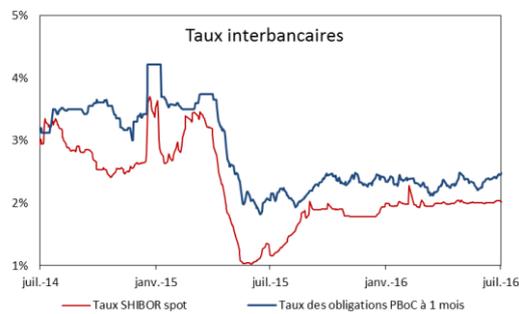
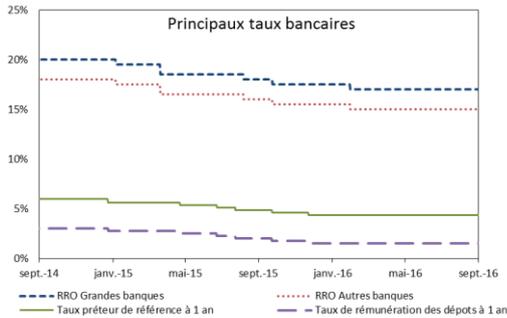
- La Commission européenne a annoncé vendredi 7 octobre l'imposition de mesures anti-dumping provisoires visant deux catégories de produits sidérurgiques en provenance de Chine : l'acier laminé à chaud (qui sera taxé entre 13,2% et 22,6%) et les tôles lourdes (taxé entre 65,1% et 73,7%). Elle dispose à présent de six mois pour confirmer et prolonger l'imposition de ces mesures. Elle pourrait également décider de l'imposition d'éventuelles taxes rétroactives sur les tôles lourdes pour la période d'août à octobre 2016. Le ministère chinois du Commerce a réagi à cette annonce en regrettant l'adoption de ces mesures résultant de méthodes d'enquêtes jugées « injustes et déraisonnables ». 37 mesures anti-dumping et anti-subsidations sont actuellement en vigueur dans l'Union européenne, parmi lesquelles quinze visent des produits en provenance de Chine. Douze enquêtes européennes visent actuellement des produits sidérurgiques ; deux d'entre elles ont donné lieu à l'adoption de mesures provisoires.



Secteur bancaire : la PBoC semble soucieuse de tempérer la croissance des crédits

Taux d'intérêt  
Ratios de réserves obligatoires

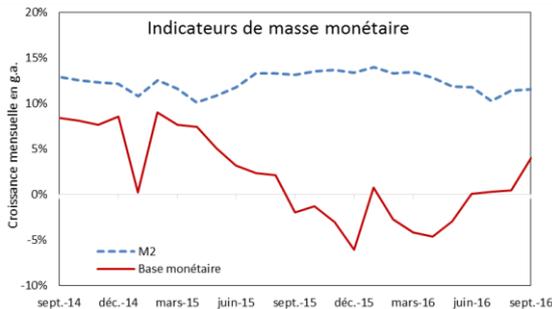
|                           |   |              |   |
|---------------------------|---|--------------|---|
| Taux prêteur de référence | Au 31/09/2016 (%)                             | <b>4,35</b>  | = |
| RRO                       | Au 31/09/2016 (%)<br>grandes banques / autres | <b>17/15</b> | = |



- Dans un discours public à Washington le 8 octobre dernier, le président de la Banque populaire de Chine (PBoC), M. ZHOU Xiaochuan, a rappelé le rôle contra-cyclique de la dynamique du crédit en Chine dans un environnement de faible demande internationale. Il a toutefois déclaré que la Chine « exercera un certain contrôle sur sa dynamique de crédit » mais conditionne ce contrôle à une « normalisation de la reprise mondiale ». Le vice-gouverneur de la PBoC, M. FAN Yifei, a rappelé le 10 octobre que la politique monétaire resterait « flexiblement modérée » afin de soutenir les efforts de désendettement.
- Selon un communiqué du 1er novembre, la PBoC motive sa décision d'augmenter l'encours de ses différentes « lending facilities » par la nécessité d'« encourager le soutien financier aux petites entreprises, au secteur de l'agriculture et aux secteurs sous-financés ». Pour mémoire, la PBoC a décidé en 2013 de réorienter sa politique monétaire vers la gestion active de la liquidité, qui prend la forme d'opérations « collatéralisées ». Le développement de nouveaux instruments s'inscrit dans cette logique : i) la « SLF » (Standing Lending Facility), prêts « collatéralisés » d'une maturité de 1 à 3 mois, fournit la liquidité aux grandes banques et aux « policy banks » depuis 2013, et depuis début 2014 aux petites et moyennes institutions financières ii) la « MLF » (Mid-term Lending Facility), qui date de 2014, fournit la liquidité de moyen terme (en règle générale 3 mois) aux policy banks et aux banques commerciales ; iii) le « PSL » (« Pledged Supplementary Lending »), créé en 2014, est une facilité aux conditions de collatéralisation modulables ayant pour but de réorienter l'allocation de crédit dans l'économie en fournissant des liquidités à un secteur spécifique.

Masse monétaire

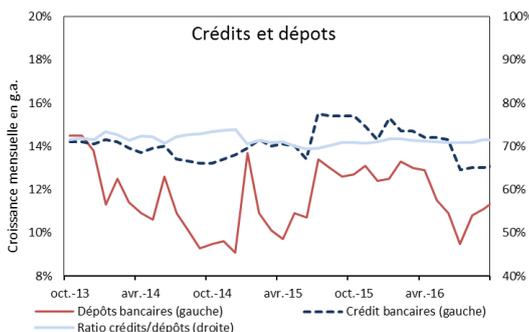
|                            |                   |                |   |
|----------------------------|-------------------|----------------|---|
| Croissance de l'agrégat M2 | Sept. 2016 (g.a.) | <b>+11,5 %</b> | ↘ |
|                            | m.a. glissante    | +12,6 %        |   |



- L'agrégat monétaire M2 croît de 11,5% au T3 contre 11,8% au T2. L'agrégat de financement large calculé par la PBoC (« total social financing ») est en très légère hausse à +12,5% en g.a. (+12,4% à la fin du T2), avec en particulier les émissions obligataires, les prêts bancaires et les prêts interentreprises toujours très dynamiques (respectivement +28,5%, +13,6% et +21% en g.a. au T3). La croissance du crédit bancaire ralentit pour le quatrième trimestre consécutif à +12,0% en g.a. (13,0% au T2) mais reste supérieure à la croissance des dépôts (à +10,9% en g.a. au T3 contre 10,2% au T2). Parmi les crédits bancaires, les nouveaux crédits aux ménages sont dynamiques, à + 57% de janvier à septembre en g.a. (18% en 2015), tandis que les nouveaux crédits aux entreprises et aux entités publiques ont chuté de 12% sur la même période.

Crédit bancaire

|                               |                   |                |   |
|-------------------------------|-------------------|----------------|---|
| Croissance du crédit bancaire | Sept. 2016 (g.a.) | <b>+13,0 %</b> | ↘ |
|                               | m.a. glissante    | +14,3 %        |   |



- Dans un entretien au Telegraph le 9 octobre, M. Rodlaer, directeur du département Asie Pacifique du FMI, a fait part de ses inquiétudes quant au « chemin non-soutenable » de l'endettement chinois. M. Rodlaer s'inquiète du niveau, de la dynamique, de l'interconnectivité et de l'opacité de l'endettement. Une correction est jugée inévitable mais serait néanmoins peu probable à court terme en raison de l'importance des leviers d'action dont disposent les pouvoirs publics. La solidité du bilan du gouvernement central permettrait de préserver un potentiel de croissance à long terme de la Chine qu'il estime autour de 6%. L'analyse du directeur du FMI ne diffère pas des analyses du rapport publié au nom de l'Article IV de juillet 2016, il signale cependant que « la tendance actuelle est dangereuse et que si elle n'est pas corrigée, elle amènera une correction ».



## Réserves de change : les autorités continuent de soutenir le cours du RMB au T3

**CNY/USD**  
**CNY/EUR**

Variation depuis le  
31/06/2016

Au 30/09/2016

**-0,2 %**



**-1,1 %**



**Spread CNH - CNY**

Moyenne mensuelle du  
spread CNH - CNY

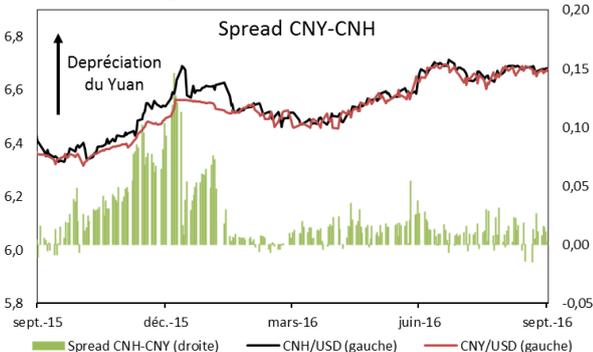
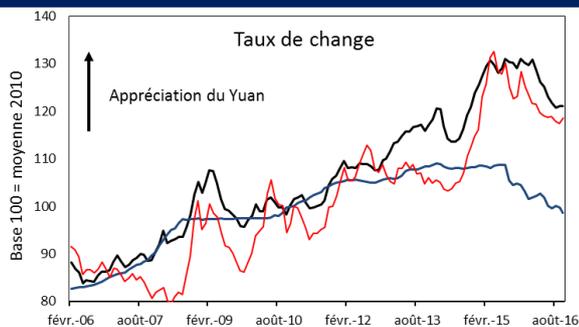
Sept. 2016

**1,3pdb**



Le mois précédent

1,1 pdb



▪ Pour limiter la dépréciation du RMB, les autorités ont fait usage de 136 Mds USD de réserves au T3, contre 34 Mds USD au T2 et 129 au T1. Le déficit du compte financier prévisionnel (hors réserves) pour le troisième trimestre s'établirait à 206 Mds USD, soit une croissance de 110 % par rapport au T2 (98 Mds USD). Les investissements directs enregistrent des sorties nettes de 31,4 Mds USD, qui s'expliquent par la conjonction de deux phénomènes : (i) la poursuite des investissements directs chinois à l'étranger, à +45% de janvier à septembre (g.a.), et (ii) la baisse des IDE entrants en Chine, à -33% (g.m.) et -44% sur les neuf premiers mois de l'année (g.a.). Le détail des autres postes du compte financier n'est pas encore disponible. Les sorties nettes de capitaux accentuent les pressions à la baisse sur le RMB, qui s'est déprécié de 2% par rapport à l'USD et de 0,8% par rapport au panier CFETS (suivi par la PBoC) de juin à novembre.

▪ Le 1<sup>er</sup> octobre, le RMB a intégré le panier de monnaies déterminant le cours des Droits de tirage spéciaux du FMI. Le RMB représentera 10,9% de ce panier, d'avantage que la livre britannique (7,92) et le yen japonais (8,4%), mais moins que l'euro (31,1%) et le dollar américain (41,68%). Ces pondérations, qui prennent en compte la moyenne des cours des différentes monnaies pendant les trois mois précédents la révision, resteront inchangées jusqu'à la prochaine révision en octobre 2021.

## Réserves de change

Croissance des réserves  
de change (g. mensuel)

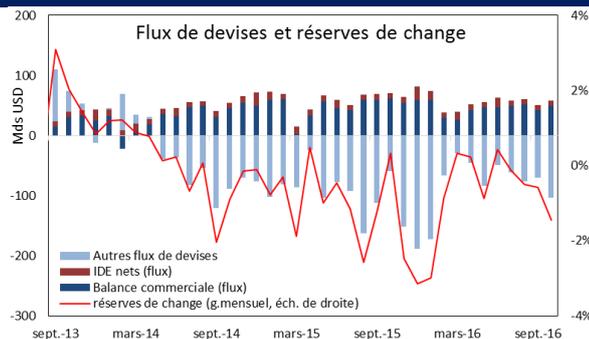
Sept. 2016

**-0,59 %**



Croissance en g.a.

-9,9%



▪ Les réserves de change chinoises ont baissé en septembre - pour le troisième mois consécutif - de 19 Mds USD, à 3166 Mds USD (-0,59% en glissement mensuel). Cette baisse est la plus importante enregistrée ces six derniers mois. Le dollar ayant été relativement stable en septembre par rapport aux autres monnaies présentes dans les réserves chinoises, l'effet valeur sur l'évolution du stock de réserves est limité. Ainsi, cette baisse des réserves indiquerait la poursuite d'une politique de soutien des autorités à la stabilisation du cours du RMB. Depuis le début de l'année les réserves chinoises ont baissé de 164 Mds USD, soit une diminution de 4,9%.



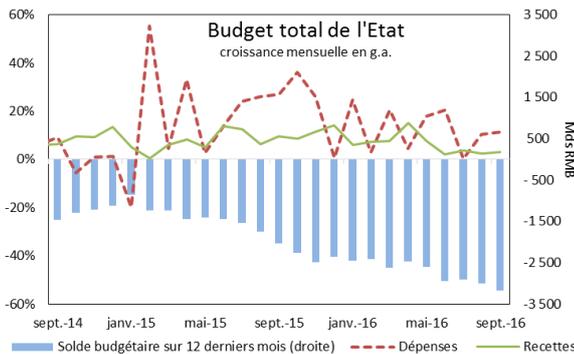
## Finances publiques : Les autorités semblent vouloir lever la garantie du gouvernement central sur les dettes des gouvernements locaux

### Budget

Croissance des recettes  
fiscales de l'Etat

Sept. 2016 (g.a.)  
*m.a. glissante*

**+3,0 %**  
+7,4 %



- Le Conseil des affaires d'Etat publie un « plan d'action en cas d'incident de crédit sur la dette des gouvernements locaux » visant à responsabiliser les collectivités territoriales. Le plan – rendu public le 14 novembre et applicable depuis le 27 octobre – définit plusieurs critères (proportion de districts faisant défaut au sein d'une province, ampleur du défaut sur le stock agrégé au niveau de la province, conséquence du défaut sur les incidents sociaux) permettant une typologie des provinces « à risque » (échelle de 1 à 4). Les provinces reconnues « à risque » sont dans l'obligation de mettre en place un « groupe dirigeant » au niveau de la province ou du district concerné, en charge de la gestion de la situation budgétaire. La restructuration est impérative lorsque le poste de remboursement des intérêts de la dette dépasse 10% du budget général. Le plan réitère le principe de responsabilité au niveau territorial de la gestion des situations d'endettement excessives et le fait qu'il n'existe pas de garantie du gouvernement central sur les dettes des collectivités territoriales. Pour restructurer la dette, les collectivités territoriales pourront prendre des mesures telles que la vente d'actifs, la suspension de crédits d'impôts, la réduction des investissements, le recours à leur fonds de réserve et/ou la baisse des dépenses publiques.

## Immobilier : la dynamique des prix de l'immobilier reste très soutenue

### Marchés boursiers

Variation sur un mois du  
Shanghai Composite Index

Sept. 2016  
*Le mois précédent*

**-2,6%**  
+3,6%



- La BPOC et la SAFE (State administration of foreign exchange) ont annoncé le 5 septembre un assouplissement du programme RQFII, programme encadrant les investissements étrangers sur les marchés financiers chinois non seulement pour les obligations mais aussi pour les actions. Pour mémoire la PBoC et la SAFE ont adopté le 27 mai les règles d'application de la circulaire n°3 du 24 février qui ouvrait aux investisseurs institutionnels étrangers le marché obligataire sans qu'ils ne soient soumis à des quotas. Dorénavant un quota d'investissement en Chine sera octroyé après un simple enregistrement auprès de la SAFE, ce quota sera proportionnel à la taille des actifs sous gestion. En cas de demande qui excéderait le quota accordé selon la procédure d'enregistrement, une demande formelle devrait être effectuée. Le délai de conservation obligatoire est réduit à 3 mois contre 12 précédemment, comme cela est déjà le cas pour les obligations en application de la circulaire n°3 du 24 février 2016 de la PBoC.

### Marchés obligataires

Spread sur les yields des  
obligations AAA et des  
bons du Trésor

Sept. 2016 (moyenne)  
*Le mois précédent*

**61,2 pdb**  
54,5 pdb



- Sur la période janvier-septembre 2016, le montant des émissions de « panda bonds » (obligations libellée en RMB en Chine continentale par des entreprises étrangères) a dépassé celui des émissions de « dim sum » bonds (obligations libellées en RMB offshore à Hong Kong). Selon Dealogic, les émissions de « dim sum » ont atteint 7,2 Mds USD contre 11,8 Mds USD pour les « panda bonds ». La mauvaise performance du marché des « dim sum » s'expliquerait par des conditions de financement moins attractives. En outre, les interventions supposées des autorités chinoises pour soutenir le cours du RMB offshore ont provoqué mi-septembre un assèchement des liquidités. Le yuan HIBOR (taux interbancaire overnight en RMB offshore) a atteint 23,68%, provoquant une chute des prix des obligations et une forte progression de leurs rendements. Enfin, la chute des dépôts libellés en RMB offshore (-31% en g.a. au niveau mondial, -33% à Hong Kong) tend à rendre le marché plus volatil et plus sensible aux pics de demande.

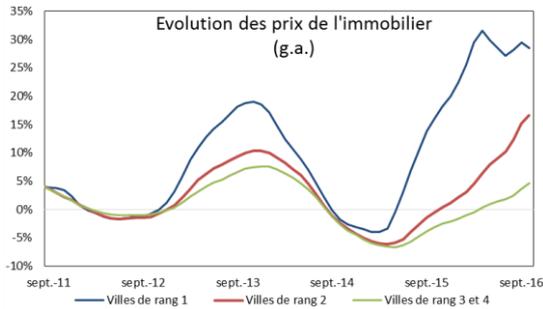
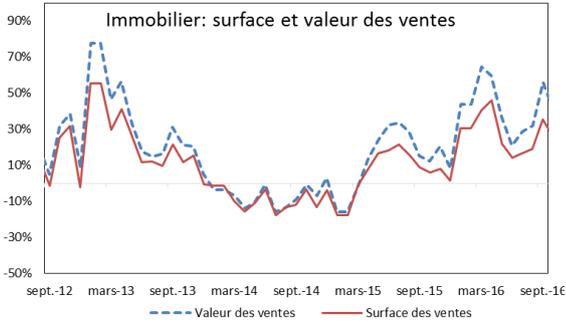


**Immobilier**

Croissance des surfaces  
vendues

Sept. 2016 (g.a.)  
*m.a. glissante*

**+35,3 %**  
+19,5 %



- De nombreuses villes de rang 1 (Pékin, Shenzhen) et de rang 2 ou 3 (Chengdu, Jinan, Wuhan, Zhengzhou, Hefei, Nanjing, Hangzhou, Wuxi) ont renforcé les restrictions aux achats immobiliers. Au nombre de ces mesures figurent des augmentations des ratios de « loan to value », des restrictions liées au nombre de biens achetés, des contraintes d'achat pour les non-résidents ou des limitations sur les prix. Par ailleurs, les autorités de Shenzhen ont annoncé leur intention de mettre au plus vite sur le marché 137 hectares de terrains constructibles. Le ministère du Logement et du développement rural et urbain entend lancer des enquêtes à l'encontre de 45 promoteurs ou agents immobiliers pour incitation à la spéculation. Pour mémoire Ma Jun, l'économiste en chef de la PBoC, avait fait part le mois dernier de la nécessité de prendre de nouvelles mesures pour limiter la dynamique des prix sur le marché immobilier alors que les prix affichent de fortes croissances dans un certain nombre de villes (+40% à Pékin de janvier à août, +37 à Shenzhen, +48% à Hefei, +20% à Tianjin).



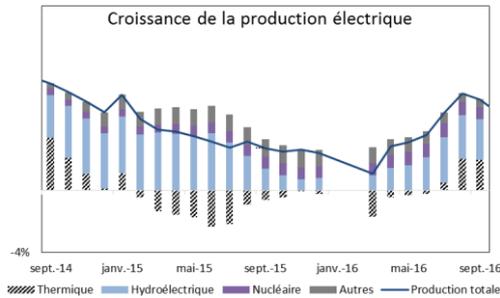
**Energie: Première hausse du prix de l'essence à la pompe en g.a. depuis 2014**

**Production d'électricité**

Croissance de la production d'électricité

Sept. 2016 (g.a.)  
*m.a. glissante*

**+8,0 %**  
+5,9 %



- La NDRC aurait préparé une notice assouplissant les restrictions sur la production de charbon afin de compenser la hausse des cours. La baisse de la production de charbon a en effet entraîné une hausse de son prix. Selon la presse chinoise, la limite du nombre de jours ouvrables pour les producteurs dans les mines de charbon, qui avait été abaissée en juillet 2016 à 276 jours, pourrait être rehaussée à sa limite initiale (330 jours) pour faciliter la formation d'un nouvel équilibre de prix.

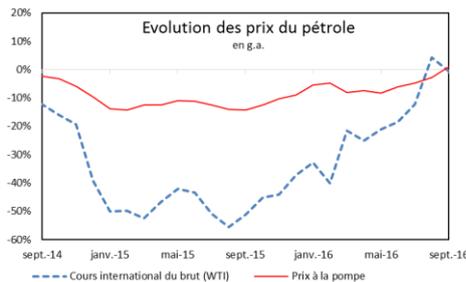
L'Agence internationale de l'énergie a publié le 14 septembre un rapport dans lequel elle signale un risque de surinvestissement en Chine dans le secteur des centrales thermiques : selon ce rapport, plus de 70 GW de capacités de centrales thermiques ont été mis en chantier alors que le taux d'utilisation moyen des centrales à charbon est en déclin depuis au moins 2 ans. Pour rappel, ces constructions ont été autorisées à la suite du transfert aux gouvernements locaux du pouvoir d'autorisation des projets de central à charbon.

**Prix du pétrole**

Croissance du prix de détail

Sept. 2016 (g.a.)  
*m.a. glissante*

**+0,9 %**  
-6,5 %

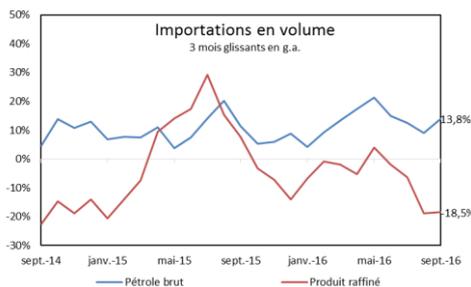


**Production de pétrole**

Croissance de la production de produits raffinés

Sept. 2016 (g.a.)  
*m.a. glissante*

**+3,2 %**  
+3,5 %



- L'Administration nationale des affaires fiscales et le ministère des Finances ont annoncé une hausse du remboursement de la TVA sur les produits pétroliers raffinés chinois à l'exportation, désormais fixé à 17 % du prix du produit. Cette décision devrait encourager l'exportation de produits raffinés chinois, déjà en forte augmentation en 2016 (+42 % sur la période janvier-août 2016 par rapport à la même période en 2015, essentiellement vers l'Asie du Sud Est). Pour mémoire, les raffineries privées ont le droit de droit d'importer directement du pétrole brut en 2015, ce qui a contribué à l'augmentation des capacités chinoises de raffinage, couplée à la faible croissance de la demande domestique.



©DG Trésor

## INDICATEURS ECONOMIQUES MENSUELS

|                                     |                       | sept-15 | oct-15  | nov-15  | déc-15  | janv-16 | févr-16 | mars-16 | avr-16  | mai-16  | juin-16 | juil-16 | août-16 | sept-16 |
|-------------------------------------|-----------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| <b>Production</b>                   |                       |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |
| PIB trimestriel                     | Mds CNY               | 17 562  | -       | -       | 19 225  | -       | -       | 16 071  | -       | -       | 17 993  | -       | -       | 18 933  |
|                                     | Mds USD               | 2 757   | -       | -       | 2 982   | -       | -       | 2 470   | -       | -       | 2 706   | -       | -       | 2 838   |
|                                     | % g.a.                | 6,9     | -       | -       | 6,8     | -       | -       | 6,7     | -       | -       | 6,7     | -       | -       | 6,7     |
| PIB : secteur primaire              | % g.a.                | 3,8     | -       | -       | 3,9     | -       | -       | 2,9     | -       | -       | 3,1     | -       | -       | 3,5     |
|                                     | part du PIB total (%) | 10,3    | -       | -       | 11,7    | -       | -       | 5,5     | -       | -       | 7,4     | -       | -       | 9,8     |
| PIB : secteur secondaire            | % g.a.                | 6,1     | -       | -       | 6,1     | -       | -       | 5,9     | -       | -       | 6,1     | -       | -       | 6,1     |
|                                     | part du PIB total (%) | 40,6    | -       | -       | 40,6    | -       | -       | 37,9    | -       | -       | 40,7    | -       | -       | 39,7    |
| PIB : secteur tertiaire             | % g.a.                | 8,4     | -       | -       | 8,3     | -       | -       | 7,6     | -       | -       | 7,5     | -       | -       | 7,6     |
|                                     | part du PIB total (%) | 49,1    | -       | -       | 47,7    | -       | -       | 56,6    | -       | -       | 51,9    | -       | -       | 50,5    |
| Valeur ajoutée industrielle         | % g.a.                | 5,7     | 5,6     | 6,2     | 5,9     | 0,0     | 0,0     | 6,8     | 6,0     | 6,0     | 6,2     | 6,0     | 6,3     | 6,1     |
| <b>Demande interne</b>              |                       |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |
| Ventes de détail                    | Mds CNY               | 2 527,1 | 2 827,9 | 2 793,7 | 2 863,5 | -       | -       | 2 511,4 | 2 464,6 | 2 661,1 | 2 685,7 | 2 682,7 | 2 754,0 | 2 797,6 |
|                                     | % g.a.                | 10,9    | 11,0    | 11,2    | 11,1    | -       | -       | 10,5    | 10,1    | 10,0    | 10,6    | 10,2    | 10,6    | 10,7    |
| Consumer confidence index           | Indice                | 105,6   | 103,8   | 104,1   | 103,7   | 104,0   | 104,4   | 100,0   | 101,0   | 99,8    | 102,9   | 106,8   | 105,6   | 104,6   |
| Investissement                      | % g.a.                | 6,8     | 9,3     | 10,8    | 6,8     | 10,2    | 10,2    | 11,2    | 10,1    | 7,4     | 7,3     | 3,9     | 8,2     | 9,0     |
| secteurs manufacturiers             | % g.a.                | 4,6     | 8,4     | 9,3     | 4,4     | 7,5     | 7,5     | 5,7     | 5,3     | 1,3     | -0,4    | 1,6     | 2,1     | 5,1     |
| immobilier                          | % g.a.                | -1,5    | 0,0     | -2,4    | -1,2    | 4,8     | 4,8     | 11,8    | 8,8     | 6,0     | 5,7     | 1,3     | 4,7     | 8,0     |
| Purchasing Manager Index officiel   | %                     | 49,8    | 49,8    | 49,6    | 49,7    | 49,4    | 49,0    | 50,2    | 50,1    | 50,1    | 50,0    | 49,9    | 50,4    | 50,4    |
| <b>Commerce extérieur</b>           |                       |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |
| Exportations                        | Mds USD               | 204,9   | 192,2   | 196,6   | 223,1   | 172,9   | 123,6   | 157,2   | 169,4   | 178,0   | 178,8   | 182,1   | 190,3   | 184,5   |
|                                     | % g.a.                | -4,0    | -7,1    | -7,1    | -1,9    | -13,5   | -26,8   | 9,0     | -3,7    | -5,7    | -5,7    | -5,7    | -3,0    | -10,0   |
| variation                           | % g.a.                | -4,0    | -7,1    | -7,1    | -1,9    | -13,5   | -26,8   | 9,0     | -3,7    | -5,7    | -5,7    | -5,7    | -3,0    | -10,0   |
| Importations                        | Mds USD               | 145,3   | 130,9   | 142,6   | 163,5   | 113,1   | 93,7    | 130,7   | 127,0   | 131,3   | 131,6   | 132,1   | 138,4   | 142,5   |
|                                     | % g.a.                | -20,3   | -18,7   | -9,0    | -7,9    | -19,5   | -13,6   | -7,8    | -11,0   | -0,3    | -8,8    | -12,7   | 1,4     | -1,9    |
| variation                           | % g.a.                | -20,3   | -18,7   | -9,0    | -7,9    | -19,5   | -13,6   | -7,8    | -11,0   | -0,3    | -8,8    | -12,7   | 1,4     | -1,9    |
| Solde commercial                    | Mds USD               | 59,6    | 61,3    | 54,0    | 59,6    | 59,8    | 29,9    | 26,6    | 42,3    | 46,8    | 47,2    | 50,0    | 51,8    | 42,0    |
| IDÉ entrants                        | Mds USD               | 9,6     | 8,8     | 10,4    | 21,6    | 14,1    | 8,4     | 12,9    | 9,9     | 8,9     | 15,2    | 7,7     | 8,8     | 9,2     |
|                                     | % g.a.                | 6,1     | 2,9     | 0,0     | -3,1    | 1,1     | -1,4    | 4,0     | 2,9     | -4,8    | 4,4     | -6,2    | 0,5     | -3,6    |
| variation                           | % g.a.                | 6,1     | 2,9     | 0,0     | -3,1    | 1,1     | -1,4    | 4,0     | 2,9     | -4,8    | 4,4     | -6,2    | 0,5     | -3,6    |
| <b>Inflation</b>                    |                       |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |
| Indice des prix à la consommation   | % g.a.                | 1,6     | 1,3     | 1,5     | 1,6     | 1,8     | 2,3     | 2,3     | 2,3     | 2,0     | 1,9     | 1,8     | 1,3     | 1,9     |
| alimentaire                         | % g.a.                | 2,7     | 1,9     | 2,3     | 2,7     | 4,1     | 7,3     | 7,6     | 7,4     | 5,9     | 4,6     | 3,3     | 1,3     | 3,2     |
| inflation sous-jacente              | % g.a.                | 1,6     | 1,5     | 1,5     | 1,5     | 1,5     | 1,3     | 1,5     | 1,5     | 1,6     | 1,6     | 1,8     | 1,6     | 1,7     |
| Indice des prix à la production     | % g.a.                | -5,9    | -5,9    | -5,9    | -5,9    | -5,3    | -4,9    | -4,3    | -3,4    | -2,8    | -2,6    | -1,7    | -0,8    | 0,1     |
| Prix des matières premières         | % g.a.                | -11,4   | -10,8   | -10,7   | -10,3   | -9,1    | -8,9    | -8,8    | -7,7    | -7,2    | -6,1    | -4,5    | -2,3    | -0,2    |
| <b>Liquidité</b>                    |                       |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |
| M2                                  | % g.a.                | 13,1    | 13,5    | 13,7    | 13,3    | 14,0    | 13,3    | 13,4    | 12,8    | 11,8    | 11,8    | 10,2    | 11,4    | 11,5    |
| Base monétaire                      | % g.a.                | -2,0    | -1,3    | -3,0    | -6,0    | 0,7     | -2,7    | -4,2    | -4,6    | -3,0    | 0,1     | 0,3     | 0,5     | 3,9     |
| Taux de réserves obligatoires       | (%)                   | 17,50   | 17,00   | 17,00   | 17,00   | 17,00   | 17,00   | 16,50   | 16,50   | 16,50   | 16,50   | 16,50   | 16,50   | 16,50   |
| Taux prêteur de référence           | (%)                   | 4,60    | 4,35    | 4,35    | 4,35    | 4,35    | 4,35    | 4,35    | 4,35    | 4,35    | 4,35    | 4,35    | 4,35    | 4,35    |
| Taux de rémunération des dépôts     | (%)                   | 1,75    | 1,50    | 1,50    | 1,50    | 1,50    | 1,50    | 1,50    | 1,50    | 1,50    | 1,50    | 1,50    | 1,50    | 1,50    |
| <b>Change</b>                       |                       |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |
| Taux moyen mensuel                  | CNY/USD               | 6,37    | 6,35    | 6,37    | 6,45    | 6,55    | 6,53    | 6,51    | 6,48    | 6,53    | 6,65    | 6,68    | 6,65    | 6,67    |
|                                     | CNY/EUR               | 7,16    | 7,13    | 6,84    | 7,02    | 7,12    | 7,22    | 7,23    | 7,34    | 7,38    | 7,40    | 7,38    | 7,45    | 7,48    |
|                                     | CNY/HKD               | 0,82    | 0,82    | 0,82    | 0,83    | 0,84    | 0,84    | 0,84    | 0,83    | 0,84    | 0,85    | 0,86    | 0,86    | 0,86    |
| Réserves de change                  | Mds USD               | 3 514,1 | 3 525,5 | 3 438,3 | 3 330,4 | 3 230,9 | 3 202,3 | 3 212,6 | 3 219,7 | 3 191,7 | 3 205,2 | 3 201,1 | 3 185,2 | 3 166,4 |
| accroissement mensuel               | Mds USD               | -43,3   | 11,4    | -87,2   | -107,9  | -99,5   | -28,6   | 10,3    | 7,1     | -27,9   | 13,4    | -4,1    | -15,9   | -18,8   |
| variation                           | % g.a.                | -9,6    | -8,5    | -10,6   | -13,3   | -15,3   | -15,8   | -13,9   | -14,1   | -14,0   | -13,2   | -12,3   | -10,5   | -9,9    |
| <b>Banques</b>                      |                       |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |
| Dépôts                              | Mds CNY               | 137 883 | 138 444 | 139 772 | 139 775 | 141 993 | 142 890 | 145 421 | 146 257 | 148 110 | 150 591 | 151 040 | 152 854 | 152 963 |
|                                     | % g.a.                | 12,6    | 12,7    | 13,1    | 12,4    | 12,5    | 13,3    | 13,0    | 12,9    | 11,5    | 10,9    | 9,5     | 10,8    | 11,1    |
| Croissance des dépôts               | % g.a.                | 12,6    | 12,7    | 13,1    | 12,4    | 12,5    | 13,3    | 13,0    | 12,9    | 11,5    | 10,9    | 9,5     | 10,8    | 11,1    |
| Crédit total                        | Mds CNY               | 97 759  | 98 152  | 98 733  | 99 346  | 101 857 | 102 535 | 103 787 | 104 272 | 105 234 | 106 692 | 107 137 | 108 316 | 109 486 |
|                                     | % g.a.                | 15,4    | 15,4    | 14,9    | 14,3    | 15,3    | 14,7    | 14,7    | 14,4    | 14,4    | 14,3    | 12,9    | 13,0    | 13,0    |
| Croissance du crédit                | % g.a.                | 15,4    | 15,4    | 14,9    | 14,3    | 15,3    | 14,7    | 14,7    | 14,4    | 14,4    | 14,3    | 12,9    | 13,0    | 13,0    |
| Ratio crédits/dépôts                | %                     | 70,9    | 70,9    | 70,6    | 71,1    | 71,7    | 71,8    | 71,4    | 71,3    | 71,1    | 70,8    | 70,9    | 70,9    | 71,6    |
| Taux de créances douteuses          | %                     | 1,59    | -       | -       | 1,67    | -       | -       | 1,75    | -       | -       | 1,75    | -       | -       | 1,76    |
| banques commerciales d'Etat         | %                     | 1,54    | -       | -       | 1,66    | -       | -       | 1,72    | -       | -       | 1,69    | -       | -       | 1,67    |
| banques urbaines                    | %                     | 1,44    | -       | -       | 1,40    | -       | -       | 1,46    | -       | -       | 1,49    | -       | -       | 1,51    |
| Taux interbancaire CHIBOR overnight | (%)                   | 1,93    | 1,91    | 1,82    | 1,86    | 2,03    | 2,02    | 2,03    | 2,06    | 2,06    | 2,07    | 2,07    | 2,08    | 2,16    |
| <b>Marchés d'actifs</b>             |                       |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |
| Shanghai Composite Index            | points                | 3 053   | 3 383   | 3 445   | 3 539   | 2 738   | 2 688   | 3 004   | 2 938   | 2 917   | 2 930   | 2 979   | 3 085   | 3 005   |
|                                     | %                     | -4,8    | 10,8    | 1,9     | 2,7     | -22,6   | -1,8    | 11,8    | -2,2    | -0,7    | 0,4     | 1,7     | 3,6     | -2,6    |
| Performance sur un mois             | %                     | -4,8    | 10,8    | 1,9     | 2,7     | -22,6   | -1,8    | 11,8    | -2,2    | -0,7    | 0,4     | 1,7     | 3,6     | -2,6    |
| Shenzhen Composite Index            | points                | 1 717   | 2 015   | 2 204   | 2 309   | 1 689   | 1 643   | 1 912   | 1 874   | 1 872   | 1 974   | 1 942   | 2 033   | 1 996   |
|                                     | %                     | -4,1    | 17,4    | 9,4     | 4,8     | -26,8   | -2,7    | 16,4    | -2,0    | -0,1    | 5,4     | -1,7    | 4,7     | -1,8    |
| Performance sur un mois             | %                     | -4,1    | 17,4    | 9,4     | 4,8     | -26,8   | -2,7    | 16,4    | -2,0    | -0,1    | 5,4     | -1,7    | 4,7     | -1,8    |
| <b>Energie</b>                      |                       |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |
| Production d'électricité            | Mds Kwh               | 455     | 445     | 466     | 491     | -       | -       | 478     | 444     | 464     | 491     | 551     | 562     | 491     |
|                                     | % g.a.                | 0,1     | 0,2     | 3,9     | 0,2     | -       | -       | 5,9     | -0,1    | 1,6     | 3,4     | 8,2     | 9,0     | 8,0     |
| variation                           | % g.a.                | 0,1     | 0,2     | 3,9     | 0,2     | -       | -       | 5,9     | -0,1    | 1,6     | 3,4     | 8,2     | 9,0     | 8,0     |
| Production de pétrole               | Mds tonnes            | 42      | 44      | 44      | 46      | -       | -       | 45      | 45      | 44      | 45      | 45      | 44      | 44      |
|                                     | % g.a.                | 1,0     | 1,7     | 4,0     | 2,8     | -       | -       | 0,5     | 3,7     | 0,7     | 4,0     | 4,1     | -0,2    | 3,2     |
| variation                           | % g.a.                | 1,0     | 1,7     | 4,0     | 2,8     | -       | -       | 0,5     | 3,7     | 0,7     | 4,0     | 4,1     | -0,2    | 3,2     |

Légende : Valeur négative

Sources : NBS, BRI, SER de Pékin



©DG Trésor

## INDICATEURS ECONOMIQUES ANNUELS

|  |  |  | 2007               | 2008     | 2009    | 2010    | 2011    | 2012    | 2013    | 2014    | 2015    |         |       |
|--|--|--|--------------------|----------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|-------|
| <b>Production</b>                                |  |  |                    |          |         |         |         |         |         |         |         |         |       |
| PIB  |  |  | Mds CNY            | 27 023   | 31 952  | 34 908  | 41 303  | 48 930  | 54 037  | 59 524  | 64 397  | 68 551  |       |
|  |  |  | Mds USD            | 3 552    | 4 599   | 5 110   | 6 101   | 7 573   | 8 560   | 9 608   | 10 484  | 11 008  |       |
| croissance réelle                                |  |  | m. a.              | 14,2%    | 9,7%    | 9,4%    | 10,6%   | 9,5%    | 7,9%    | 7,8%    | 7,3%    | 6,9%    |       |
| secteur primaire                                 |  |  | Mds CNY            | 2 779    | 3 275   | 3 416   | 3 936   | 4 616   | 5 090   | 5 533   | 5 834   | 6 087   |       |
| secteur secondaire                               |  |  | Mds CNY            | 12 663   | 14 996  | 16 017  | 19 163  | 22 704  | 24 464  | 26 196  | 27 757  | 28 056  |       |
| secteur tertiaire                                |  |  | Mds CNY            | 11 581   | 13 681  | 15 475  | 18 204  | 21 610  | 24 482  | 27 796  | 30 806  | 34 408  |       |
| PIB par habitant (\$ courant)                    |  |  | USD/hab            | 2 696    | 3 472   | 3 839   | 4 560   | 5 634   | 6 338   | 7 078   | 7 685   | 8 028   |       |
| Contribution à la croissance                     |  |  | consommation       | pts de % | 6,4%    | 4,3%    | 5,3%    | 4,8%    | 5,9%    | 4,3%    | 3,6%    | 4,1%    |       |
|  |  |  | investissement     | pts de % | 6,3%    | 5,1%    | 8,1%    | 7,1%    | 4,4%    | 4,3%    | 3,4%    | 2,9%    |       |
|  |  |  | commerce extérieur | pts de % | 1,5%    | 0,3%    | -4,0%   | -1,3%   | -0,8%   | -0,1%   | 0,3%    | -0,1%   |       |
| Taux d'investissement                            |  |  | %                  | 41,5%    | 43,3%   | 46,4%   | 47,6%   | 47,7%   | 47,2%   | 47,4%   | 47,0%   | n.a.    |       |
| Taux d'épargne                                   |  |  | %                  | 51,4%    | 52,4%   | 51,2%   | 51,5%   | 49,5%   | 49,8%   | 48,9%   | 49,1%   | n.a.    |       |
| <b>Population</b>                                |  |  |                    |          |         |         |         |         |         |         |         |         |       |
| Population totale                                |  |  | millions           | 1 321    | 1 328   | 1 335   | 1 341   | 1 347   | 1 354   | 1 361   | 1 368   | 1 373   |       |
| variation (croissance démographique)             |  |  | % g. a.            | 0,52%    | 0,51%   | 0,49%   | 0,48%   | 0,48%   | 0,50%   | 0,49%   | 0,52%   | 0,50%   |       |
| Population urbaine                               |  |  | millions           | 606,3    | 624,0   | 645,1   | 669,8   | 690,8   | 711,8   | 731,1   | 749,2   | 767,5   |       |
| Taux d'urbanisation                              |  |  | %                  | 45,9%    | 47,0%   | 48,3%   | 49,9%   | 51,3%   | 52,6%   | 53,7%   | 54,8%   | 55,9%   |       |
| Population rurale                                |  |  | millions           | 715,0    | 704,0   | 689,4   | 671,1   | 656,6   | 642,2   | 629,6   | 618,7   | 606,0   |       |
| Emploi (données officielles)                     |  |  | millions           | 753,2    | 755,6   | 758,3   | 761,1   | 764,2   | 767,0   | 769,8   | 772,5   | 774,5   |       |
| Taux d'activité                                  |  |  | %                  | 57,0%    | 56,9%   | 56,8%   | 56,8%   | 56,7%   | 56,6%   | 56,6%   | 56,5%   | 56,4%   |       |
| Taux de chômage urbain officiel                  |  |  | %                  | 4,0%     | 4,2%    | 4,3%    | 4,1%    | 4,1%    | 4,1%    | 4,1%    | 4,1%    | 4,1%    |       |
| <b>Commerce extérieur</b>                        |  |  |                    |          |         |         |         |         |         |         |         |         |       |
| <b>Exportations (biens)</b>                      |  |  | Mds USD            | 1 220,5  | 1 430,7 | 1 201,6 | 1 577,8 | 1 898,4 | 2 048,7 | 2 209,0 | 2 342,3 | 2 274,9 |       |
| vers   |  |  | Etats-Unis         | Mds USD  | 232,7   | 252,4   | 220,8   | 283,3   | 324,5   | 351,8   | 368,4   | 396,1   | 409,5 |
|  |  |  | Union Européenne   | Mds USD  | 245,2   | 293,0   | 236,3   | 311,3   | 356,1   | 334,1   | 338,3   | 371,0   | 356,4 |
|  |  |  | France             | Mds USD  | 20,3    | 23,3    | 21,5    | 27,7    | 30,0    | 26,9    | 26,7    | 28,7    | 26,8  |
| <b>Importations (biens)</b>                      |  |  | Mds USD            | 956,1    | 1 132,6 | 1 005,9 | 1 396,2 | 1 743,5 | 1 818,4 | 1 950,0 | 1 959,2 | 1 682,0 |       |
| depuis   |  |  | Etats Unis         | Mds USD  | 69,4    | 81,4    | 77,5    | 102,1   | 122,1   | 132,9   | 152,3   | 159,1   | 148,7 |
|  |  |  | Union Européenne   | Mds USD  | 111,0   | 132,9   | 127,9   | 168,5   | 211,2   | 212,5   | 220,1   | 244,4   | 209,4 |
|  |  |  | France             | Mds USD  | 13,3    | 15,6    | 13,0    | 17,1    | 22,1    | 24,1    | 23,1    | 27,1    | 24,7  |
| <b>Solde commercial (biens)</b>                  |  |  | Mds USD            | 264,3    | 298,1   | 195,7   | 181,5   | 154,9   | 230,3   | 259,0   | 383,1   | 593,0   |       |
| <b>Inflation</b>                                 |  |  |                    |          |         |         |         |         |         |         |         |         |       |
| Indice des prix à la consommation (m. a.)        |  |  | % g. a.            | 4,8%     | 5,9%    | -0,7%   | 3,3%    | 5,4%    | 2,6%    | 2,6%    | 2,0%    | 1,4%    |       |
| prix alimentaires                                |  |  | % g. a.            | 12,3%    | 14,3%   | 0,7%    | 7,2%    | 11,8%   | 4,8%    | 4,7%    | 3,1%    | 2,3%    |       |
| <b>Balance des paiements</b>                     |  |  |                    |          |         |         |         |         |         |         |         |         |       |
| <b>Compte des opérations courantes</b>           |  |  |                    |          |         |         |         |         |         |         |         |         |       |
| Exportations de biens                            |  |  | Mds USD            | 1 131,6  | 1 350,0 | 1 127,2 | 1 486,4 | 1 807,8 | 1 973,5 | 2 148,6 | 2 243,8 | 2 142,8 |       |
| Importations de biens                            |  |  | Mds USD            | 819,9    | 990,1   | 883,6   | 1 240,0 | 1 579,1 | 1 661,9 | 1 789,6 | 1 808,7 | 1 575,8 |       |
| <b>Solde commercial biens</b>                    |  |  | Mds USD            | 311,7    | 359,9   | 243,5   | 246,4   | 228,7   | 311,6   | 359,0   | 435,0   | 567,0   |       |
| Exportations de services                         |  |  | Mds USD            | 125,4    | 145,3   | 122,6   | 117,5   | 201,0   | 201,6   | 207,0   | 280,5   | 286,5   |       |
| Importations de services                         |  |  | Mds USD            | 129,1    | 156,4   | 146,0   | 140,9   | 247,8   | 281,3   | 330,6   | 452,8   | 468,9   |       |
| <b>Solde commercial services</b>                 |  |  | Mds USD            | -3,7     | -11,1   | -23,4   | -23,4   | -46,8   | -79,7   | -123,6  | -172,4  | -182,4  |       |
| Revenus nets                                     |  |  | Mds USD            | 8,0      | 28,6    | -8,5    | -25,9   | -70,3   | -19,9   | -78,4   | 13,3    | -45,4   |       |
| Transferts courants nets                         |  |  | Mds USD            | 37,1     | 43,2    | 31,7    | 40,7    | 24,5    | 3,4     | -8,7    | 1,4     | -8,7    |       |
| <b>Solde des opérations courantes</b>            |  |  | Mds USD            | 353,2    | 420,6   | 243,3   | 237,8   | 136,1   | 215,4   | 148,2   | 277,4   | 330,6   |       |
| <b>Solde du compte de capital</b>                |  |  | Mds USD            | 3,1      | 3,1     | 3,9     | 4,6     | 5,4     | 4,3     | 3,1     | 0,0     | 0,3     |       |
| <b>Compte des opérations financières</b>         |  |  |                    |          |         |         |         |         |         |         |         |         |       |
| IDE  |  |  | Mds USD            | 17,2     | 56,7    | 43,9    | 58,0    | 48,4    | 65,0    | 73,0    | 123,1   | 187,8   |       |
| sortants   |  |  | Mds USD            | 156,2    | 171,5   | 131,1   | 243,7   | 280,1   | 241,2   | 290,9   | 268,1   | 249,9   |       |
| entrants   |  |  | Mds USD            | 139,1    | 114,8   | 87,2    | 185,7   | 231,7   | 176,3   | 218,0   | 145,0   | 62,1    |       |
| <b>Solde des IDE</b>                             |  |  | Mds USD            | 4,5      | -25,2   | 2,5     | 7,6     | -6,2    | 6,4     | 5,4     | 10,8    | 73,2    |       |
| Invnt de portefeuille                            |  |  | Mds USD            | 21,0     | 9,7     | 29,6    | 31,7    | 13,4    | 54,2    | 58,2    | 93,2    | 6,7     |       |
| entrants   |  |  | Mds USD            | 16,4     | 34,9    | 27,1    | 24,0    | 19,6    | 47,8    | 52,9    | 82,4    | -66,5   |       |
| <b>Solde des investissements de portefeuille</b> |  |  | Mds USD            | -4,4     | -24,2   | 2,5     | 7,7     | -16,2   | 6,8     | 6,0     | 10,8    | 73,2    |       |
| <b>Solde des autres investissements</b>          |  |  | Mds USD            | -64,4    | -112,6  | 80,3    | 72,4    | 8,7     | -260,1  | 72,2    | -278,8  | -479,1  |       |
| <b>Solde des réserves de change *</b>            |  |  | Mds USD            | -460,7   | -479,5  | -400,3  | -471,7  | -387,8  | -96,6   | -431,4  | -117,8  | 342,9   |       |
| <b>Solde des opérations financières</b>          |  |  | Mds USD            | -369,6   | -442,5  | -205,8  | -189,5  | -127,8  | -132,6  | -88,3   | -169,1  | -142,7  |       |
| <b>Erreurs et omissions</b>                      |  |  | Mds USD            | 13,3     | 18,8    | -41,4   | -52,9   | -13,8   | -87,1   | -62,9   | -108,3  | -188,2  |       |
| <b>Dettes externes</b>                           |  |  |                    |          |         |         |         |         |         |         |         |         |       |
| <b>Dettes externes</b>                           |  |  | Mds USD            | 389      | 390     | 429     | 549     | 695     | 737     | 863     | 1 780   | 1 416   |       |
|  |  |  | % PIB              | 11,0%    | 8,5%    | 8,4%    | 9,0%    | 9,2%    | 8,6%    | 9,0%    | 17,0%   | 12,9%   |       |
| dont dette externe à court terme                 |  |  | Mds USD            | 236      | 226     | 259     | 376     | 501     | 541     | 677     | 1 298   | 921     |       |
| <b>Change</b>                                    |  |  |                    |          |         |         |         |         |         |         |         |         |       |
| Taux de change annuel moyen                      |  |  | USD/CNY            | 7,61     | 6,95    | 6,83    | 6,77    | 6,46    | 6,31    | 6,20    | 6,14    | 6,23    |       |
|  |  |  | 100JPY/CNY         | 6,46     | 6,74    | 7,30    | 7,73    | 8,11    | 7,92    | 6,36    | 5,82    | 5,15    |       |
|  |  |  | EUR/CNY            | 10,42    | 10,22   | 9,53    | 8,98    | 9,00    | 8,14    | 8,23    | 8,16    | 6,91    |       |
| Taux de change effectif nominal **               |  |  | indice             | 88,87    | 96,37   | 100,74  | 100,00  | 102,54  | 108,62  | 115,44  | 118,15  | 129,58  |       |
| Taux de change effectif réel **                  |  |  | indice             | 90,14    | 96,17   | 102,01  | 100,00  | 100,19  | 105,93  | 111,87  | 114,71  | 125,65  |       |
| Réserves de change***                            |  |  | Mds USD            | 1 528,2  | 1 946,0 | 2 399,2 | 2 847,3 | 3 181,1 | 3 311,6 | 3 821,3 | 3 843,0 | 3 330,4 |       |
| Accroissement annuel                             |  |  | Mds USD            | 461,9    | 417,8   | 453,1   | 448,2   | 333,8   | 130,4   | 509,7   | 21,7    | -512,7  |       |
| <b>Finances publiques</b>                        |  |  |                    |          |         |         |         |         |         |         |         |         |       |
| Revenus  |  |  | Mds CNY            | 5 132    | 6 133   | 6 852   | 8 310   | 10 387  | 11 725  | 12 921  | 14 037  | 15 227  |       |
| revenus fiscaux                                  |  |  | Mds CNY            | 4 562    | 5 422   | 5 952   | 7 321   | 8 974   | 10 061  | 11 053  | 11 918  | 12 492  |       |
| Dépenses publiques                               |  |  | Mds CNY            | 4 978    | 6 259   | 7 630   | 8 987   | 10 925  | 12 595  | 14 021  | 15 179  | 17 577  |       |
|  |  |  | % PIB              | 18,4%    | 19,6%   | 21,9%   | 21,8%   | 22,3%   | 23,3%   | 23,6%   | 23,6%   | 25,6%   |       |
| <b>Solde budgétaire</b>                          |  |  | Mds CNY            | 154      | -126    | -778    | -677    | -537    | -870    | -1 100  | -1 142  | -2 350  |       |
|  |  |  | % PIB              | 0,6%     | -0,4%   | -2,2%   | -1,6%   | -1,1%   | -1,6%   | -1,8%   | -1,8%   | -3,4%   |       |
| Dettes du gouvernement central                   |  |  | % PIB              | 19,3%    | 16,7%   | 17,3%   | 16,4%   | 14,7%   | 14,4%   | 14,6%   | 14,9%   | 15,6%   |       |

Légende : Valeur maximale Valeur négative

\* (-) Entrées de capitaux ; (+) Sorties de capitaux ; flux donc variation hors effets de change

\*\* Moyenne annuelle \*\*\* Valeur de décembre ; stock incluant les effets de change

Sources : CEIC, SER de Pékin



## PREVISIONS DE CROISSANCE DU PIB CHINOIS

Prévisions au 20 novembre 2016

| Banques                      | 2016        | 2017        |
|------------------------------|-------------|-------------|
| UBS                          | 6,6%        | 6,4%        |
| Natixis                      | 6,7%        | 6,7%        |
| Barclays                     | 6,7%        | 6,3%        |
| Société Générale             | 6,6%        | 6,3%        |
| Crédit Agricole              | 6,7%        | 6,6%        |
| <b>Moyenne des Banques</b>   | <b>6,7%</b> | <b>6,5%</b> |
| Institutions Internationales | 2016        | 2017        |
| OCDE                         | 6,5%        | 6,2%        |
| Banque Mondiale              | 6,7%        | 6,5%        |
| BAoD                         | 6,6%        | 6,4%        |
| FMI                          | 6,6%        | 6,2%        |
| <b>Moyenne Totale</b>        | <b>6,6%</b> | <b>6,4%</b> |

Evolution de la moyenne des prévisions de croissance du PIB chinois de 2016



### Abréviations

**BRI** : Banque des Règlements Internationaux

**cvs** : corrigé des variations saisonnières

**CNY** : Monnaie Chinoise (norme ISO 4217)

**m.a.** : moyenne annuelle

**g.a.** : glissement annuel

**g.m.** : glissement mensuel

**g.t.** : glissement trimestriel

**IDE** : investissements directs étrangers

**IPC** : indice des prix à la consommation

**Mds** : milliards

**MoF** : ministère des Finances

**Mofcom** : ministère du Commerce

**mns** : millions

**mmm** : moyenne mobile mensuelle

**NDRC** : National Development & Reform Commission

**PBoC** : People's Bank of China (banque centrale)

**Pdb** : point de base

**PCC** : Parti communiste chinois

**ytd** : données cumulées depuis le début de l'année (year to date)

**Note** : Dans les commentaires des graphiques, la flèche figurant à la suite d'un indicateur précise la tendance par rapport au mois précédent. Sa couleur reflète notre appréciation de l'impact de cette évolution sur l'économie chinoise (positive en vert, négative en rouge, neutre en bleu).

Source des Figures : CEIC, BRI, NBS, PBoC / Calculs : SER de Pékin

Abonnez-vous au Bulletin Economique Chine  
sur le site internet de l'Ambassade de France à Pékin :

<http://www.ambafrance-cn.org/Abonnez-vous-au-Bulletin-Economique-Chine>

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

### Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



**Auteur** : Service Economique Régional de Pékin

**Adresse** : N°60 Tianzulu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

**Rédigé par** : François Chimits, Jérôme Deslandes, Weitong Su, Agathe Schibler, Estelle Jacques

**Revu par** : Philippe Bouyoux et Jérôme Deslandes

**Responsable de publication** : Philippe Bouyoux

**Version du** : 22 Juin 2016

